



Communiqué

Le 9 mai 2013

TELUS communique ses résultats du premier trimestre de 2013

Forte croissance des bénéfices attribuable aux produits tirés de la transmission des données mobile et filaire

Le dividende trimestriel passe à 34 cents par action, en hausse de 11,5 % par rapport au dernier exercice

Prolongation jusqu'en 2016 de la période au cours de laquelle des hausses semestrielles du dividende d'environ 10 % par année sont prévues

Annnonce d'un programme d'achat d'actions d'un montant maximal de 500 M\$ en 2013 et objectif identique pour chaque exercice jusqu'en 2016, pour un total pouvant atteindre 2,0 G\$

Vancouver, C.-B. – TELUS Corporation a déclaré pour le premier trimestre de 2013 des produits de 2,76 G\$, en hausse de près de 5 % par rapport au dernier exercice, et un bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (BAIIA) de 1,03 G\$, en hausse de plus de 5 %. Le bénéfice par action (BPA) a progressé de 14 % et atteint 0,56 \$, ce qui tient compte du fractionnement des actions, à raison de deux pour une, qui a pris effet à la mi-avril.

L'augmentation des produits consolidés découle de la croissance de plus de 6 % des produits tirés du service mobile et de presque 3 % des produits tirés du service filaire. Le service mobile de TELUS a continué d'attirer de nouveaux clients, et la société a vu son produit moyen par appareil d'abonné (PMAA) augmenter du fait de l'utilisation de plus de services mobiles de transmission de données et de la priorité constante accordée aux abonnés des services postpayés à valeur plus élevée. Le secteur filaire a tiré parti d'une hausse de 9 % des produits tirés des données en lien avec les services Télé OPTIK et Internet haute vitesse de la société. La progression du BAIIA consolidé est liée à la hausse de 7 % du BAIIA du secteur des services mobiles et de 2 % du BAIIA du secteur des services filaires.

L'exercice a débuté pour TELUS sous le signe d'une forte croissance du nombre d'abonnés, ce qui comprend l'ajout de 59 000 clients au service mobile postpayé, de 34 000 abonnés au service de télévision et de 16 000 clients au service Internet haute vitesse. Ces augmentations ont été en partie annulées par la perte de clients du service mobile prépayé et de lignes téléphoniques. TELUS compte en tout 7,7 millions d'abonnés au service mobile, en hausse de près de 5 % en glissement annuel, 712 000 abonnés à TELUS TV, en hausse de 29 %, et plus de 1,3 million de connexions Internet haute vitesse, en hausse de presque 7 %.

Les flux de trésorerie disponibles se sont chiffrés à 358 M\$ au premier trimestre, soit le même montant qu'il y a un an. Les flux de trésorerie disponibles sous-jacents, avant impôt sur le résultat, ont connu une forte hausse de 25 % et se sont établis à 506 M\$, ce qui donne à la société la capacité d'investir dans la croissance de ses activités principales, tout en lui permettant de fournir un rendement du capital investi aux actionnaires et de payer des paiements d'impôt sur le résultat plus élevés.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

En dollars canadiens et en millions, sauf les données par action (non audité)	Trimestre clos le 31 mars		Variation en %
	2013	2012	
Produits opérationnels	2 756	2 631	4,8
Charges opérationnelles avant amortissements ¹⁾	1 722	1 650	4,4
BAIIA ¹⁾²⁾	1 034	981	5,4
Bénéfice net ¹⁾³⁾	362	319	13,5
Bénéfice par action (BPA), de base ¹⁾³⁾⁴⁾	0,56	0,49	14,3
Dépenses d'investissement	467	441	5,9
Flux de trésorerie disponibles ⁵⁾	358	358	-
Flux de trésorerie disponibles avant impôt sur le résultat	506	406	24,6
Total des connexions clients ⁶⁾	13,15	12,75	3,1

- 1) Les données de 2012 ont été ajustées pour tenir compte de l'application rétrospective de la norme comptable IAS 19, *Avantages du personnel* (modifiée en 2011).
- 2) Le BAIIA est une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB. Pour obtenir une définition et une explication de cette mesure, se reporter à la section 11.1 du rapport de gestion du premier trimestre de 2013.
- 3) Le bénéfice net et le BPA du premier trimestre de 2013 incluent des ajustements favorables liés à l'impôt sur le résultat de 5 M\$, ou 0,01 \$ par action, par rapport à 10 M\$, ou 0,02 \$ par action, au dernier exercice.
- 4) Ces données ont été ajustées pour tenir compte du fractionnement des actions, à raison de deux pour une, qui a pris effet le 16 avril 2013.
- 5) Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB. Pour obtenir une définition et une explication de cette mesure, se reporter à la section 11.2 du rapport de gestion du premier trimestre de 2013.
- 6) La somme des abonnés au service mobile, des lignes d'accès au réseau et du nombre total d'abonnés à Internet et au service TELUS TV (services de télévision sur IP et par satellite).

Darren Entwistle, président et chef de la direction de TELUS, a déclaré : « TELUS a enregistré d'excellents résultats au premier trimestre grâce à la progression des produits et du BAIIA dans les secteurs filaire et mobile de notre société. Les efforts constants que nous déployons pour ce qui est d'investir dans les technologies et les services de transmission de données à large bande, jumelés à notre engagement sans faille consistant à accorder la priorité à nos clients, nous permettent de fidéliser nos clients actuels, d'en attirer de nouveaux et de générer une forte croissance du résultat net. La preuve en est que nous comptons 59 000 nouveaux clients des services mobiles postpayés, 34 000 nouveaux abonnés au service de télévision, 16 000 connexions Internet haute vitesse de plus et un taux de désabonnement des clients des services postpayés qui, à seulement 1,11 % par mois, est le meilleur de l'industrie. De plus, la vigueur de notre bénéfice par action, qui est en hausse de 14 %, et nos flux de trésorerie disponibles nous permettent d'entreprendre de nombreuses initiatives visant à continuer de créer de la valeur pour nos investisseurs. »

M. Entwistle a poursuivi en ces termes : « Dans la foulée du fractionnement de nos actions, à raison de deux pour une, que nous avons mené à bien en avril, je suis heureux d'annoncer quatre autres initiatives favorisant les actionnaires. Tout d'abord, nous augmentons notre dividende trimestriel pour le fixer à 0,34 \$ par action, soit 11,5 % de plus que le niveau du dividende il y a un an. Deuxièmement, nous prolongeons de trois années, soit jusqu'en 2016, notre programme de croissance du dividende qui prévoit des hausses semestrielles d'environ 10 % par année. Troisièmement, nous demandons l'approbation des organismes de réglementation en vue d'effectuer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat et l'annulation de jusqu'à 15 millions d'actions de TELUS pour une valeur pouvant atteindre 500 M\$ en 2013. En dernier lieu, nous avons l'intention de prolonger ce programme d'achat d'actions d'un montant maximal de 500 M\$ pour chacune des trois prochaines années civiles, pour un total pouvant atteindre 2 G\$. Selon nous, toutes ces initiatives sont conformes à notre objectif qui consiste à procurer aux actionnaires de TELUS des rendements supérieurs sur leur investissement. »

John Gossling, vice-président à la direction et chef des finances de TELUS, a pour sa part indiqué : « La conclusion fructueuse le 1^{er} avril de notre financement par emprunt de 1,7 G\$, sous forme de billets à échéance de 11 ans et de 30 ans à un très intéressant taux d'intérêt nominal combiné moyen de 3,7 %, témoigne bien de notre excellent accès aux marchés financiers du Canada et des États-Unis. TELUS a acquis une telle capacité en maintenant un bilan solide et en étant fidèle à ses politiques financières, année après année. En outre, cette opération de financement réduit considérablement nos risques en matière de refinancement, et notre durée à l'échéance moyenne est de neuf ans, soit près du double. Grâce à cette émission et aux liquidités disponibles de presque 2 G\$, nous sommes en très bonne position pour racheter de façon anticipée au cours du mois 700 M\$ de titres d'emprunt d'un coût plus élevé échéant en 2014, participer aux prochaines enchères pour l'acquisition de spectre et exécuter notre programme d'achat d'actions de 500 M\$ en 2013. »

TELUS a confirmé ses objectifs pour l'ensemble de l'exercice 2013 et chacun des huit paramètres financiers annoncés à la mi-février.

Le présent communiqué contient des énoncés portant sur des événements futurs ainsi que sur le rendement financier et le rendement opérationnel futurs prévus de TELUS qui sont prospectifs. Par leur nature, ces énoncés prospectifs exigent de la société qu'elle pose des hypothèses et formule des prévisions et ils peuvent comporter des risques et des incertitudes. Il existe un risque important que les énoncés prospectifs ne soient pas exacts. Les lecteurs devraient faire preuve de prudence et ne pas se fier indûment à ces énoncés, puisque divers facteurs pourraient faire en sorte que les événements et le rendement futurs réels diffèrent grandement de ceux qui sont décrits dans les énoncés prospectifs. Par conséquent, le présent communiqué est assujéti à la limitation de responsabilité et est donné sous réserve des hypothèses (y compris les hypothèses visant les objectifs annuels pour 2013, les objectifs sur trois ans du chef de la direction en ce qui concerne la croissance du BPA et des flux de trésorerie disponibles jusqu'en 2013, exception faite des coûts liés à l'acquisition du spectre, les hausses semestrielles des dividendes jusqu'en 2016, ainsi que la capacité de maintenir et de mener à bien des programmes pluriannuels d'achat d'actions jusqu'en 2016), des réserves et des facteurs de risque mentionnés dans le rapport de gestion ci-joint pour le premier trimestre, dans le rapport annuel de 2012, ainsi que dans d'autres documents de communication de l'information au public de TELUS et documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (sur SEDAR, à sedar.com) et des États-Unis (sur EDGAR, à sec.gov). Sauf là où la loi l'exige, TELUS n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser ses énoncés prospectifs et se réserve le droit de modifier, en tout temps et à son appréciation, sa pratique actuelle relative à la mise à jour de ses cibles et indications annuelles.

FAITS SAILLANTS OPÉRATIONNELS

Services mobiles de TELUS

- Les produits externes du secteur des services mobiles ont augmenté de 89 M\$, ou 6,4 %, et atteint 1,5 G\$ au premier trimestre de 2013, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression découle de la croissance continue des services de transmission de données et du nombre d'abonnés.
- Les produits tirés de la transmission de données ont augmenté de 85 M\$, ou 17 %, et se sont chiffrés à 583 M\$, ce qui représente 43 % des produits provenant du réseau mobile pour le trimestre. Les PMAA tirés des services de transmission de données ont augmenté de 2,79 \$, ou 12 %, et se sont établis à 25,62 \$. Ces hausses sont le fait des taux d'adoption et d'utilisation qui demeurent élevés pour les téléphones intelligents et les applications de transmission de données, ainsi que de l'accroissement des volumes d'itinérance.
- Les PMAA combinés ont augmenté de 1,17 \$, ou 2,0 %, et atteint 60,04 \$, la croissance des PMAA tirés des services de transmission des données ayant plus que contrebalancé le recul des PMAA liés aux services de transmission de la voix qui, à 4,5 %, est moins marqué. Il s'agit du dixième trimestre consécutif de croissance en glissement annuel des PMAA combinés.
- Le taux de désabonnement mensuel des clients des services postpayés s'est établi à 1,11 %, en baisse de trois points de base par rapport au dernier exercice, tandis que le taux de désabonnement combiné a décliné de sept points de base pour se fixer à 1,48 %. Ce taux de

désabonnement, le meilleur en six ans pour un premier trimestre, témoigne de la réussite de l'approche service « Les clients d'abord » de la société, de l'efficacité des investissements réalisés dans la fidélisation et des taux de désabonnement plus faibles associés aux téléphones intelligents.

- Les ajouts nets d'abonnés des services postpayés, soit 59 000, ont été en partie annulés par la perte de 26 000 abonnés aux services prépayés, lesquels génèrent des PMAA moins élevés, ce qui s'est traduit par des ajouts nets de 33 000 abonnés. Il s'agit d'une augmentation de 50 % par rapport aux 22 000 ajouts nets d'il y a un an. Le total des abonnés aux services mobiles a atteint 7,7 millions, en hausse de 4,6 % par rapport au dernier exercice, et la proportion d'abonnés aux services postpayés à valeur élevée a augmenté pour se situer à 86 % du nombre total d'abonnés. Le nombre d'abonnés qui utilisent des téléphones intelligents a augmenté et ceux-ci représentent maintenant 68 % des clients des services postpayés de TELUS, par rapport à 56 % au dernier exercice.
- Le BAIIA du secteur des services mobiles s'est élevé à 666 M\$, en hausse de 46 M\$, ou 7,4 %, par rapport à l'exercice précédent, grâce à la forte croissance des produits tirés des services de réseau et à la gestion des charges. La marge du BAIIA sur les produits tirés des services de réseau a augmenté de 0,5 point de base et atteint 48,6 %. Les flux de trésorerie simples (BAIIA moins les dépenses d'investissement) du secteur des services mobiles ont augmenté de 63 M\$ et se sont chiffrés à 532 M\$ pour le trimestre, ce qui s'explique par la hausse du BAIIA et la diminution de 17 M\$ des dépenses d'investissement.

Services filaires de TELUS

- Les produits externes du secteur des services filaires ont augmenté de 36 M\$, ou 2,9 %, et atteint 1,3 G\$ au premier trimestre de 2013, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette croissance est le fait de la hausse des produits tirés des services de transmission de données, laquelle a été en partie annulée par le déclin des produits tirés des services de transmission de la voix existants.
- Les produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données ont augmenté de 64 M\$, ou 9,1 %, principalement en raison de la forte croissance du nombre d'abonnés à TELUS TV, au service Internet haute vitesse et aux services de transmission de données améliorés, croissance combinée aux hausses de tarifs s'appliquant au service de télévision et au service Internet haute vitesse.
- Le nombre total de nouveaux abonnés au service de télévision s'est établi à 34 000, soit 10 000 de moins que pour le trimestre correspondant du dernier exercice, la diminution des ajouts bruts d'abonnés ayant été partiellement neutralisée par la baisse du taux de désabonnement. Le nombre total d'abonnés au service de télévision, soit 712 000, affiche une progression de 159 000, ou 29 % par rapport à il y a un an.
- Il y a eu 16 000 ajouts nets d'abonnés au service Internet haute vitesse, un nombre stable en glissement annuel qui s'explique par le succès des promotions et par l'incidence positive des ventes du service Télé OPTIK. Le service haute vitesse de TELUS compte 1,3 million d'abonnés, soit 85 000, ou 6,8 %, de plus qu'au dernier exercice.
- Le nombre total de lignes d'accès au réseau s'est situé à 3,4 millions, en baisse de 4,9 % par rapport à l'exercice précédent. Le nombre de lignes résidentielles a reculé de 7,2 % en glissement annuel, en raison des pertes soutenues au profit du service mobile et du service Internet, ainsi que de la concurrence. Le nombre de lignes d'affaires a reculé de 2,3 % par rapport au dernier exercice, ce qui est attribuable à la concurrence permanente sur le plan des tarifs au sein du marché des petites et moyennes entreprises ainsi qu'à l'adoption des services IP par les clients.
- Le BAIIA du secteur des services filaires s'est élevé à 368 M\$, en hausse de 7 M\$, ou 1,9 %, en glissement annuel, ce qui est attribuable à l'amélioration des marges des services Télé OPTIK et Internet, laquelle s'explique par la réduction des frais d'acquisition d'abonnés et par la croissance du nombre d'abonnés. Il s'agit du deuxième trimestre consécutif de croissance en glissement annuel du BAIIA.
- Les flux de trésorerie simples (BAIIA moins les dépenses d'investissement) du secteur des services filaires ont baissé de 36 M\$ et se sont fixés à 35 M\$ pour le trimestre, ce qui est lié à l'augmentation de 43 M\$ des dépenses d'investissement.

FAITS NOUVEAUX CONCERNANT L'ENTREPRISE

Déclaration de dividende - Le dividende passe à 34 cents par action, en hausse de 11,5 % par rapport au dernier exercice

Le conseil d'administration a déclaré une hausse de deux cents du dividende trimestriel sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société, qui passe ainsi à trente-quatre cents (0,34 \$) canadiens par action. Le dividende sera versé le 2 juillet 2013 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 10 juin 2013.

Ce nouveau dividende trimestriel est le cinquième de six en vertu du programme 2011 de croissance du dividende de TELUS qui a été annoncé en mai 2011 et qui visait des hausses semestrielles d'environ 10 % par année. Le nouveau dividende représente une hausse de 3,5 cents, ou 11,5 %, par rapport au dividende trimestriel de 0,305 \$ qui a été versé le 3 juillet 2012.

TELUS prolonge jusqu'en 2016 son programme d'augmentation semestrielle du dividende

TELUS donne plus de précisions aux actionnaires au sujet de ses intentions concernant son programme de croissance du dividende jusqu'en 2016. La société prévoit continuer d'augmenter le dividende deux fois par année jusqu'en 2016, habituellement en mai et en novembre, et ces hausses devraient également être de l'ordre de 10 % par année. Nonobstant ce qui précède, les décisions touchant les dividendes demeureront tributaires des bénéfices et des flux de trésorerie disponibles et continueront d'être assujetties à l'évaluation du conseil ainsi qu'à la détermination de la situation financière et des perspectives de la société sur une base trimestrielle. Rien ne garantit que la société maintiendra son programme de croissance du dividende jusqu'en 2016.

TELUS entend déposer une demande relative à un programme d'achat des actions ordinaires de TELUS de 500 M\$ en 2013 et elle a l'intention de procéder à des programmes pluriannuels d'achat d'actions

Le conseil d'administration a autorisé TELUS à déposer prochainement auprès de la Bourse de Toronto (TSX) une demande d'approbation en vue d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités permettra à TELUS de racheter, d'ici le 31 décembre 2013, un nombre maximal de [15,0] millions d'actions ordinaires de TELUS, soit environ 2,3 % du flottant des actions ordinaires de la société, pour un prix d'achat total pouvant atteindre 500 M\$. Toutes les actions rachetées seront annulées. La société est d'avis que le rachat projeté de ses actions constitue une occasion d'investissement intéressante et une utilisation avantageuse des fonds de TELUS pour accroître la valeur des actions restantes.

De plus, TELUS a actuellement l'intention de renouveler son offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours de chacun des trois prochains exercices afin d'autoriser le rachat d'un montant maximal de 500 M\$ pour chaque année civile. Les autres offres publiques de rachat dans le cours normal des activités seront tributaires des bénéfices et des flux de trésorerie disponibles, assujetties à l'évaluation du conseil et à sa détermination, ainsi qu'à l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation (y compris la Bourse de Toronto). Rien ne garantit combien d'actions, le cas échéant, seront en fin de compte acquises par TELUS en vertu d'une quelconque offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

TELUS

TELUS (TSX : T, NYSE : TU) est l'une des plus importantes sociétés de télécommunications au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 11 milliards de dollars et à 13,2 millions de connexions clients, dont 7,7 millions d'abonnés des services mobiles, 3,4 millions de lignes d'accès au réseau filaire, 1,4 million d'abonnés des services Internet et 712 000 clients du service TELUS TV. Dirigée depuis 2000 par le président et chef de la direction, Darren Entwistle, TELUS offre une gamme complète de produits et de services de communication, notamment des services mobiles, des services de transmission de données et de la voix, des services IP, des services de télévision, de vidéo et de divertissement.

Fidèles à leur objectif consistant à donner dans les communautés, TELUS et les membres de son équipe actuels et retraités ont versé plus de 300 millions de dollars à des organismes caritatifs et sans but lucratif, et offert 4,8 millions d'heures de bénévolat dans les communautés depuis 2000. Quatorze comités d'investissement communautaire dirigent les initiatives philanthropiques locales de TELUS. TELUS a eu l'insigne honneur d'être désignée l'entreprise philanthropique la plus remarquable au monde en 2010 par l'Association of Fundraising Professionals, devenant ainsi la première entreprise canadienne à recevoir cette prestigieuse marque de reconnaissance internationale.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur TELUS, veuillez consulter le site www.telus.com.

Relations avec les médias :

Shawn Hall
604-619-7913
shawn.hall@telus.com

Relations avec les investisseurs :

Robert Mitchell
647-837-1606
ir@telus.com

Accès à l'information sur les résultats trimestriels

Les investisseurs, les représentants des médias et toute autre personne intéressée peuvent consulter ce communiqué sur les résultats trimestriels, le rapport de gestion, les diapositives sur les résultats trimestriels, la version audio et la transcription de la conférence téléphonique à l'intention des investisseurs, ainsi que les renseignements financiers supplémentaires et la version intégrale de notre rapport annuel 2012 sur notre site Web à telus.com/investors.

La **conférence téléphonique** de TELUS pour le premier trimestre de 2013, **prévue le 9 mai 2013 à 14 h (HE)**, comprendra un exposé suivi d'une période de questions avec les analystes en placement. Les parties intéressées peuvent accéder à la webdiffusion à telus.com/investors. Un enregistrement sera accessible par téléphone du 9 mai au 8 juin en composant le 1-855-201-2300. Veuillez utiliser le numéro de réservation 956698 suivi du carré et le code d'accès 30599. La webdiffusion sera également archivée à telus.com/investors, et on pourra consulter la transcription de la conférence téléphonique sur le site Web après quelques jours ouvrables.

TELUS CORPORATION

Rapport de gestion

Premier trimestre de 2013

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient des énoncés prospectifs portant sur des événements futurs ainsi que sur le rendement financier et le rendement opérationnel futurs de TELUS Corporation. Les termes TELUS, la société, « nous », « notre », « nos », « nôtre » et « nous-mêmes » se rapportent à TELUS Corporation et, dans les cas où le contexte de la description narrative le permet ou l'exige, à ses filiales. Par leur nature, les énoncés prospectifs peuvent faire l'objet de risques et d'incertitudes et ils exigent que nous émettions des hypothèses. Il existe un risque considérable que les hypothèses, les prédictions ou les autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que le rendement, les conditions, les actions et les événements futurs réels diffèrent considérablement des objectifs, des attentes, des estimations ou des intentions exprimés dans les énoncés prospectifs. Sauf dans les cas exigés par la loi, nous n'avons pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs, et nous nous réservons le droit de modifier, à tout moment et à notre gré, notre pratique courante qui consiste à présenter des mises à jour de nos objectifs et de nos indications pour l'exercice. Les objectifs, les indications et les hypothèses connexes pour l'exercice 2013, de même que les facteurs de risque et les objectifs du chef de la direction, sont décrits dans notre rapport annuel 2012. Il y a également lieu de se reporter à la *rubrique 9* du présent rapport de gestion. Les facteurs pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère considérablement du rendement prévu incluent, sans toutefois s'y limiter :

- La concurrence, y compris l'intense rivalité concurrentielle continue touchant tous les services entre les entreprises de télécommunications établies, les nouveaux venus offrant des services sans fil évolués, les câblodistributeurs, d'autres entreprises de communications et des entreprises offrant des services par contournement émergents; davantage de concurrence au chapitre des tarifs et des marques; notre capacité à offrir une expérience client améliorée; les ajouts d'abonnés et la fidélisation des abonnés aux services mobiles, à TELUS TV^{MD} et au service Internet haute vitesse de TELUS; les frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés; les pressions sur les produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA ») des services mobiles telles que la tendance favorisant les tarifs fixes pour les services de transmission de la voix et de données, y compris les forfaits interurbains liés aux services de transmission de la voix, et la disponibilité croissante des réseaux Wi-Fi permettant la transmission de données; les niveaux de ventes de téléphones intelligents et les niveaux de financement connexes; les pertes de lignes d'accès au réseau du secteur des services filaires; la capacité d'obtenir et d'offrir du contenu de données au moyen de divers appareils sur les plateformes mobiles et de télévision.
- Le remplacement de la technologie, y compris l'utilisation réduite et la banalisation accrue des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix traditionnels; l'accroissement du nombre de foyers qui utilisent uniquement des services téléphoniques mobiles ou par Internet; la baisse continue des PMAA tirés des services mobiles de transmission de la voix, notamment le remplacement de la technologie en faveur de la messagerie textuelle et des applications de services par contournement comme Skype; le remplacement des services mobiles par les services Wi-Fi; les services par contournement IP qui pourraient cannibaliser les services de télévision et de divertissement.
- La technologie, y compris la demande des abonnés visant les services de transmission de données qui met à l'épreuve la capacité du réseau mobile, la capacité spectrale et les niveaux de service; le recours à des systèmes et à la technologie de l'information; les options au chapitre des technologies liées à l'accès large bande et aux services mobiles, les voies d'évolution des technologies et les plans de mise en œuvre; le recours à des ententes de partage de réseau mobile; le choix des fournisseurs et la capacité de ces derniers à maintenir leurs gammes de produits et à offrir des services à l'égard de ces produits; le taux de concentration et de pénétration sur le marché des fournisseurs d'appareils mobiles; le rendement de la technologie LTE (d'après l'anglais *long term evolution*); la dépendance envers l'acquisition de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz aux fins de la stratégie de lancement de la technologie LTE dans les zones rurales; le déploiement et l'exploitation de nouveaux réseaux mobiles ainsi que le succès remporté par les nouveaux produits, de nouveaux services et de systèmes de soutien; la fiabilité du réseau et la gestion des changements (y compris les risques liés à la migration vers de nouveaux centres de données Internet plus efficaces et la concrétisation des avantages prévus); le moment auquel auront lieu les mises hors service futures des réseaux sans fil fondés sur les technologies iDEN et AMRC afin de redéployer du spectre et de réduire les coûts opérationnels, ainsi que la migration connexe des abonnés et les risques liés à leur fidélisation; la disponibilité de ressources et notre aptitude à accroître de façon adéquate la capacité du réseau à large bande; la mise à niveau réussie et l'évolution de la technologie sur laquelle se fonde TELUS TV, qui relève de tiers fournisseurs.
- La croissance et les fluctuations de l'économie, y compris la vigueur et le caractère durable de la croissance économique au Canada, qui pourrait être touchée par des faits nouveaux d'ordre économique aux États-Unis, en Europe, dans les marchés émergents et ailleurs; les taux d'intérêt futurs ainsi que le rendement et la capitalisation des régimes de retraite.
- Les dépenses d'investissement et les dépenses liées aux licences de spectre en 2013 et au cours des exercices ultérieurs, en raison de notre stratégie de déploiement de la technologie LTE et de futures technologies mobiles, des initiatives liées aux services à large bande filaires, des nouvelles initiatives liées aux centres de données Internet et des enchères de licences de spectre tenues par Industrie Canada, y compris celles concernant les bandes de fréquence de 700 MHz prévues pour novembre 2013 et celles concernant les bandes de fréquence de 2 500 à 2 690 MHz prévues pour 2014.
- Les exigences en matière de financement et d'endettement, y compris la capacité d'effectuer des refinancements.
- La capacité de maintenir le programme de croissance des dividendes aux alentours de 10 % par année jusqu'en 2016. Cet objectif pourrait être touché par des facteurs comme les faits nouveaux et les décisions en matière de réglementation ou émanant de gouvernements, l'environnement concurrentiel, la performance économique raisonnable au Canada, notre bénéfice et nos flux de trésorerie disponibles, les dépenses d'investissement et les exigences au titre des enchères de licences de spectre. Les décisions concernant les dividendes trimestriels sont assujetties à une évaluation et à une détermination effectuées par le conseil d'administration en fonction de la situation financière et des perspectives de la société.

- La capacité de maintenir et d'exécuter des programmes de rachat d'actions pluriannuels jusqu'en 2016, qui tient notamment à l'obtention des approbations requises, à tout changement quant à notre intention de racheter des actions, à notre bénéfice et à nos flux de trésorerie disponibles, à l'évolution de la situation financière ainsi qu'à son évaluation et sa détermination par le conseil d'administration de temps à autre.
- Les approbations réglementaires et les changements à la réglementation, y compris les futures enchères de licences de spectre et les règles visant les bandes de fréquence de 700 MHz et de 2 500 à 2 690 MHz (y compris la quantité de spectre acquis et les coûts engagés pour acquérir ce spectre) ainsi que les autres acquisitions de spectre; l'efficacité avec laquelle les nouvelles balises réglementaires concernant l'intégration verticale des concurrents aux fins de la propriété du contenu de radiodiffusion continuent d'être mises en application; la surveillance continue des restrictions concernant la propriété d'actions ordinaires de TELUS par des non-Canadiens et la conformité à ces restrictions; l'augmentation du contrôle exercé à l'étranger de certains nouveaux venus dans le secteur des services sans fil évolués; l'interprétation et la mise en application des règles concernant le partage des pylônes d'antennes et les services d'itinérance; les restrictions concernant la vente et le transfert de spectre acquis par de nouveaux venus; les risques que d'importants coûts de conformité doivent être engagés puisque plusieurs provinces appliquent des lois visant la protection des consommateurs non harmonisées, et en raison d'une nouvelle procédure du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») visant l'élaboration possible d'un code national obligatoire pour assurer la clarté des modalités des services mobiles pour les consommateurs.
- Les questions touchant les ressources humaines, y compris la fidélisation du personnel et l'embauche.
- La capacité de mettre en œuvre avec succès les initiatives en matière de réduction des coûts et de réaliser les économies prévues, déduction faite des coûts de restructuration, découlant notamment de notre programme de bonification du bénéfice visant à soutenir une amélioration du BAIIA de 250 millions de dollars d'ici 2015, de l'intégration des activités, de l'impartition des processus d'affaires, des activités internes de délocalisation et de réorganisation, des activités d'approvisionnement et du regroupement de bureaux administratifs, tout en demeurant axés sur le service à la clientèle et sans que ces activités aient des répercussions défavorables sur le service à la clientèle.
- Les risques liés aux processus, y compris la dépendance à l'égard des systèmes en place et la capacité à offrir et à soutenir de nouveaux produits et services; la mise en œuvre d'ententes avec de grandes entreprises qui pourraient être touchées de façon défavorable par les ressources disponibles et le niveau de collaboration d'autres fournisseurs de services; les risques liés aux activités d'aménagement de la coentreprise immobilière.
- Les questions fiscales, y compris la tendance générale des administrations responsables de la perception des impôts à adopter des procédures d'audit plus rigoureuses; la possibilité que les taux d'imposition des sociétés soient haussés dans le futur; les modifications apportées par le gouvernement fédéral du Canada à sa politique, en vertu desquelles il n'est plus possible de différer l'impôt sur le résultat au moyen de l'utilisation de fins d'année d'imposition différentes pour les sociétés de personnes en exploitation et les entreprises associées, ce qui entraînera probablement une hausse des paiements d'impôt sur le résultat à compter de 2014; les coûts et la complexité du processus visant à assurer la conformité à la décision du gouvernement de la Colombie-Britannique de supprimer la taxe de vente harmonisée et de rétablir une taxe de vente provinciale et la taxe sur les produits et services fédérale, ainsi que l'harmonisation de la taxe de vente dans la province de Québec; la complexité des lois fiscales internationales et la conformité à ces lois.
- Les événements touchant la poursuite des activités, y compris les menaces liées aux interventions humaines, telles que les attaques électroniques et les erreurs humaines; les pannes d'équipement; les perturbations de la chaîne d'approvisionnement; les menaces de catastrophes naturelles; l'efficacité des plans et des mesures de continuité des activités et de reprise après sinistre.
- Les acquisitions ou les dessaisissements futurs, y compris la concrétisation des avantages stratégiques prévus.
- Les développements touchant la santé, la sécurité et l'environnement; les litiges et les questions d'ordre juridique; et les autres facteurs de risque dont il est question dans le présent document et qui sont mentionnés de temps à autre dans les rapports et dans les documents d'information que nous publions, y compris notre rapport annuel et notre notice annuelle, et dans d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières ou d'autorités de réglementation semblables au Canada (sur le site SEDAR à l'adresse sedar.com) et auprès de la SEC aux États-Unis, y compris sur formulaire 40-F (sur le site EDGAR à l'adresse sec.gov). Pour plus de détails, se reporter à la rubrique 10, « Risques et gestion des risques », du rapport de gestion annuel 2012 de TELUS.

Rapport de gestion

Le 9 mai 2013

Les rubriques qui suivent constituent une analyse de la situation financière et du rendement financier consolidés de TELUS Corporation pour le trimestre clos le 31 mars 2013, qui doit être lue conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés de TELUS datés du 31 mars 2013. Cette analyse contient des données prospectives qui renvoient à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* et qui doivent être lues conjointement avec celle-ci.

Les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») que nous utilisons sont les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), en conformité avec les PCGR du Canada visant les entreprises ayant une obligation d'information du public. Les expressions IFRS de l'IASB et IFRS utilisées dans le présent document font référence à ces normes. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*. Sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

Rapport de gestion

Rubrique	Description
1. Introduction	Résumé des résultats consolidés de TELUS pour le premier trimestre de 2013.
2. Activités principales et stratégie	Analyse des activités visant à soutenir les six impératifs stratégiques de TELUS.
3. Catalyseurs clés de rendement	Aperçu de nos priorités pour 2013.
4. Capacités	Mise à jour des facteurs qui influent sur la capacité de mettre en œuvre les stratégies, de gérer les catalyseurs clés de rendement et d'obtenir des résultats.
5. Analyse des résultats opérationnels	Analyse du rendement opérationnel consolidé et sectoriel.
6. Évolution de la situation financière	Analyse des variations des états consolidés de la situation financière pour le trimestre clos le 31 mars 2013.
7. Situation de trésorerie et sources de financement	Analyse des flux de trésorerie opérationnels, des placements et des activités de financement, des liquidités, des facilités de crédit, ainsi que d'autres informations à fournir.
8. Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les méthodes comptables	Estimations comptables critiques aux fins de l'établissement des résultats financiers et incidence de l'application des normes comptables modifiées.
9. Indications pour l'exercice 2013	Indications confirmées pour l'exercice complet 2013.
10. Risques et gestion des risques	Risques et incertitudes auxquels nous sommes exposés.
11. Définitions et rapprochements	Définitions des indicateurs opérationnels et des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement, y compris le calcul et le rapprochement de certaines mesures non définies par les PCGR que nous utilisons.

1. Introduction

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

1.1 Préparation du rapport de gestion

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, pour que les décisions appropriées concernant les informations à fournir au public puissent être prises. Nous décidons si une information est significative ou non en jugeant si la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de TELUS pourrait être influencée ou modifiée si l'information était omise ou erronée. Le rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été revus par le comité d'audit de TELUS et approuvés par le conseil d'administration de cette dernière.

Nous présentons certaines mesures non définies par les PCGR et fournissons des indications à ce sujet parce qu'elles constituent des mesures auxquelles nous avons recours pour évaluer le rendement de TELUS et de ses

secteurs opérationnels. Les mesures non définies par les PCGR servent aussi à déterminer si nous respectons les clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et à gérer la structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont généralement pas de signification normalisée, les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables (se reporter à la *rubrique 11*). Le terme BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) dont il est fait mention dans le présent document s'entend du BAIIA normalisé tel qu'il est défini par le Conseil canadien de l'information sur la performance de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA »). Se reporter à la *rubrique 11.1* pour la définition, le calcul et le rapprochement du BAIIA.

1.2 Économie canadienne

À l'heure actuelle, nous estimons que la croissance de l'économie au Canada s'élèvera à 1,7 % en 2013 et à 2,5 % en 2014 et en 2015, selon une combinaison d'estimations formulées par des banques canadiennes et d'autres sources. Dans son Rapport sur la politique monétaire d'avril 2013, la Banque du Canada prévoit que la croissance de l'économie canadienne s'élèvera à 1,5 % en 2013, à 2,8 % en 2014 et à 2,7 % en 2015. Par ailleurs, selon l'Enquête sur la population active publiée par Statistique Canada pour le mois de mars 2013, le taux de chômage au pays s'est élevé à 7,2 % (7,1 % en décembre 2012 et 7,2 % en mars 2012).

1.3 Faits saillants – données consolidées

Échange d'actions

Le 4 février 2013, conformément aux modalités d'un plan d'arrangement approuvé par le tribunal, TELUS Corporation a échangé la totalité de ses actions sans droit de vote émises et en circulation contre des actions ordinaires, à raison de une pour une. Par suite de cette transaction, les actions sans droit de vote ont été radiées de la cote de la Bourse de Toronto (la « TSX ») et de la Bourse de New York (la « NYSE »), et les actions ordinaires (symbole « T » à la TSX) ont été inscrites à la cote de la NYSE (symbole « TU »).

Fractionnement d'actions à raison de deux pour une

Le 14 mars 2013, nous avons annoncé un fractionnement de nos actions ordinaires à raison de deux pour une (le « fractionnement d'actions à raison de deux pour une »). Le 16 avril 2013, les actionnaires de TELUS ont reçu une action supplémentaire pour chaque action qu'ils détenaient à la date de clôture des registres le 15 avril 2013. Nous sommes d'avis que le fractionnement d'actions accroîtra la disponibilité des actions ordinaires et le volume des transactions liées à ces actions, et qu'il fera en sorte que nos actions soient plus abordables pour les plus petits investisseurs individuels. Toutes les informations concernant les actions en circulation et les résultats par action reflètent le traitement rétrospectif du fractionnement d'actions.

Programme de rachat d'actions

Le 8 mai 2013, notre conseil d'administration a autorisé la direction à déposer auprès de la Bourse de Toronto une demande aux fins de l'approbation d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, jusqu'au 31 décembre 2013, d'un nombre maximal de 15 millions d'actions ordinaires, pour un montant maximal de 500 millions de dollars. À l'heure actuelle, nous prévoyons renouveler cette offre publique chaque année pour les trois prochaines années, de manière à permettre le rachat d'actions pour un montant maximal de 500 millions de dollars au cours de chacune de ces années civiles. Rien ne garantit que nous obtiendrons les approbations réglementaires aux fins de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités proposée, ni que nous rachèterons le nombre total d'actions ordinaires autorisé en vertu de cette offre, ou que nous serons en mesure d'effectuer des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités subséquentes au cours des trois prochaines années. Les offres publiques de rachat dans le cours normal des activités seront tributaires de facteurs tels que notre bénéfice, nos flux de trésorerie disponibles et notre situation financière, et elles seront assujetties à une évaluation et à une détermination effectuées par notre conseil d'administration de temps à autre.

Programme de croissance des dividendes

En mai 2011, nous avons annoncé notre intention de procéder à deux hausses de dividendes par année jusqu'en 2013, ces dividendes étant habituellement déclarés en mai et en novembre, et la hausse annuelle prévue devant se situer aux alentours de 10 %. Nous avons annoncé que nous comptons effectuer des hausses de dividendes semestrielles, la hausse annuelle étant aux alentours de 10 %, jusqu'à la fin de 2016. Nonobstant ce fait, les décisions concernant les dividendes continueront de dépendre du bénéfice et des flux de trésorerie disponibles, ainsi que de l'évaluation et de la détermination par le conseil d'administration, chaque trimestre, de notre situation financière et de nos perspectives. Notre indication concernant le ratio de distribution à long terme est de 65 % à

75 % des bénéfices nets prévisibles, sur une base prospective. Rien ne garantit que nous maintiendrons un programme de croissance des dividendes jusqu'en 2016.

Mise en application d'IAS 19, *Avantages du personnel* (modifiée en 2011)

Nous avons adopté la norme dans sa version modifiée avec prise d'effet à l'exercice 2013 et l'avons appliquée de manière rétrospective aux périodes précédentes, comme cela est exigé. Les postes des états financiers de la période précédente qui ont été ajustés comprennent la charge au titre des avantages du personnel, les coûts de financement, l'impôt sur le résultat, le bénéfice net et le bénéfice par action. L'incidence sur le bénéfice net a été compensée par la réévaluation du poste Autres éléments du résultat global – régimes d'avantages du personnel. Se reporter à la *rubrique 8.2* pour des renseignements détaillés sur l'ajustement effectué.

Faits saillants

Premiers trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf indication contraire)	2013	2012	Variation
Comptes consolidés de résultat			
Produits opérationnels	2 756	2 631	4,8 %
Bénéfice opérationnel ¹	583	511	14,1 %
Bénéfice avant impôt	487	425	14,6 %
Bénéfice net ¹	362	319	13,5 %
Bénéfice net par action de participation ^{1, 2, 3}			
Bénéfice par action (BPA) de base (en dollars)	0,56	0,49	14,3 %
BPA dilué (en dollars)	0,55	0,49	12,2 %
Dividendes déclarés par action de participation ² versés en avril (en dollars)	0,32	0,29	10,3 %
Nombre moyen pondéré d'actions de participation ² en circulation, de base (en millions)	653	650	0,5 %
Tableaux consolidés des flux de trésorerie			
Entrées liées aux activités opérationnelles	729	763	(4,5) %
Sorties liées aux activités d'investissement	536	514	4,3 %
Dépenses d'investissement ⁴	467	441	5,9 %
Sorties liées aux activités de financement	278	227	22,5 %
Autres faits saillants			
Nombre de connexions ⁵ (en milliers)	13 150	12 749	3,1 %
BAlIA ^{1, 6}	1 034	981	5,4 %
Marge du BAlIA ⁷ (en %)	37,5	37,3	0,2 pt
Flux de trésorerie disponibles ⁶	358	358	—
Ratio dette nette/BAlIA excluant les coûts de restructuration ^{1, 6} (fois)	1,7	1,8	(0,1)

Abréviations utilisées dans le rapport de gestion : s.o. – sans objet; n.s. – non significatif; n. p. – non présenté; points – points de pourcentage

1. Les chiffres pour 2012 ont été ajustés pour tenir compte de l'application rétrospective d'IAS 19, *Avantages du personnel* (modifiée en 2011). Se reporter à la *rubrique 8.2*, « *Faits nouveaux concernant les méthodes comptables* ».
2. Ajusté pour tenir compte du fractionnement d'actions à raison de deux pour une avec prise d'effet le 16 avril 2013.
3. Actions de participation : actions ordinaires et actions sans droit de vote.
4. Les dépenses d'investissement excluent les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'investissement; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations présentés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.
5. Le total du nombre d'abonnés aux services mobiles, de lignes d'accès au réseau, d'abonnés à Internet et d'abonnés au service TELUS TV (abonnés au service Télé OPTIK^{MC} et abonnés au service TELUS TV Satellite^{MD}) à la fin des périodes respectives, calculé à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes.
6. Mesures non définies par les PCGR. Se reporter à la *rubrique 11.1*, « *BAlIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements)* », à la *rubrique 11.2*, « *Flux de trésorerie disponibles* », ainsi qu'à la *rubrique 11.4*, « *Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement* ».
7. BAlIA en pourcentage des produits opérationnels.

Faits saillants opérationnels

- Les **produits opérationnels** consolidés ont augmenté de 125 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012. Les produits tirés du réseau mobile se sont accrus de 83 millions de dollars, en raison de la croissance du nombre d'abonnés et de l'utilisation des services de transmission de données; les produits tirés des services filaires de transmission de données ont augmenté de 64 millions de dollars, résultat qui tient à la croissance des services de télévision, des services Internet et des services d'impartition des processus d'affaires, déduction faite des ventes moins élevées d'équipement de transmission de données. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par la baisse continue des produits tirés des services filaires de transmission de la voix existants.
- Le **nombre de connexions d'abonnés** a augmenté de 37 000 au premier trimestre de 2013, ou de 401 000 au cours de la période de 12 mois close le 31 mars 2013. L'augmentation pour la période de 12 mois tient à la croissance de 4,6 % du nombre d'abonnés aux services mobiles, à la croissance de 29 % du nombre d'abonnés au service de télévision et à la croissance de 5,7 % du total des abonnés au service Internet, résultats neutralisés en partie par la réduction de 4,9 % du total de lignes d'accès au réseau.

Au cours du premier trimestre de 2013, nous avons enregistré une hausse de 59 000 du nombre net d'abonnés aux services mobiles postpayés, par rapport à 63 000 à l'exercice précédent. Le taux de désabonnement des services postpayés s'est élevé à 1,11 % par mois au premier trimestre de 2013, résultat qui reflète une amélioration de 0,03 point de pourcentage par rapport à l'exercice précédent.

Les PMAA combinés mensuels tirés des services mobiles se sont établis à 60,04 \$ au premier trimestre de 2013, en hausse de 1,17 \$, ou 2,0 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison de la croissance de 12 % des PMAA tirés des services de transmission de données, facteur neutralisé par la diminution de 4,5 % des PMAA tirés des services de transmission de la voix.

- Le **bénéfice opérationnel** a augmenté de 72 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012, en raison de la hausse de 53 millions de dollars du **BAlIA** et de la réduction de 19 millions de dollars du total de la dotation aux amortissements.
- L'augmentation du **BAlIA** se compose d'une tranche de 46 millions de dollars liée au secteur des services mobiles et d'une tranche de 7 millions de dollars liée au secteur des services filaires. La **marge du BAlIA** consolidée s'est établie à 37,5 %, soit une augmentation d'un exercice à l'autre de 0,2 point de pourcentage.
- Le **bénéfice avant impôt** a progressé de 62 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012, en raison essentiellement de la hausse du bénéfice opérationnel, déduction faite des produits d'intérêts et des profits de change moins élevés.
- L'**impôt sur le résultat** a augmenté de 19 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012, ce qui s'explique en grande partie par la hausse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif a augmenté pour s'établir à 25,7 % au premier trimestre de 2013, par rapport à 24,9 % au premier trimestre de 2012, en raison des plus faibles économies d'impôt liées à des questions fiscales touchant des exercices antérieurs.
- Le **bénéfice net** s'est accru de 43 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012.
- Le **BPA de base** a augmenté de 7 cents par action au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012, compte tenu de l'ajustement effectué pour refléter le fractionnement d'actions.
- **Dividendes déclarés par action de participation** : Le 8 mai 2013, le conseil d'administration a déclaré un dividende pour le deuxième trimestre de 34 cents par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société, payable le 2 juillet 2013 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 10 juin 2013. Le dividende pour le deuxième trimestre a augmenté de 3,5 cents par action, ou 11,5 %, par rapport au dividende de 30,5 cents versé à l'exercice précédent, ce qui est conforme à notre programme de croissance des dividendes (se reporter à la section « *Plan financier et plan de gestion de la structure du capital* », à la rubrique 4.3).

Faits saillants – situation de trésorerie et sources de financement

- Au 31 mars 2013, nous disposons de facilités de crédit inutilisées de 1,87 milliard de dollars, ainsi que d'un montant de 100 millions de dollars en vertu de notre programme de titrisation de créances clients, ce qui est conforme à notre objectif, qui vise à maintenir généralement un seuil de liquidités inutilisées de plus de 1 milliard de dollars.

- Après le premier trimestre clos le 31 mars 2013, soit le 1^{er} avril, nous avons émis 1,7 milliard de dollars de billets de premier rang non garantis de TELUS Corporation, en deux séries. Le produit net servira à financer le remboursement par anticipation de 700 millions de dollars de billets le 15 mai 2013, soit un an avant leur échéance, et à financer les billets d'un montant de 300 millions de dollars arrivant à échéance en juin 2013. Nous prévoyons utiliser le produit résiduel pour rembourser l'encours du papier commercial, et comptons aussi l'utiliser pour répondre aux besoins généraux en matière de fonds de roulement. La perte au remboursement anticipé des billets de série CF devrait s'élever à environ 23 millions de dollars et sera comptabilisée dans les coûts de financement au deuxième trimestre de 2013 (environ 17 millions de dollars après impôt, ou trois cents par action). Ces activités de financement ont réduit le risque de financement en accroissant considérablement la durée moyenne à l'échéance de notre dette, la portant de 5,2 ans à environ 9 ans. Le taux d'intérêt moyen sur la dette à long terme sera réduit de 0,2 % par suite du refinancement.
- Le **ratio de la dette nette par rapport au BAIIA (excluant les coûts de restructuration)** pour la période de 12 mois close le 31 mars 2013 était de 1,7 fois, compte tenu des ajustements rétrospectifs apportés au BAIIA pour tenir compte d'IAS 19 (modifiée en 2011). Le ratio demeure dans notre fourchette à long terme visée, qui est de 1,5 à 2,0 fois. Le ratio actuel demeure inchangé par rapport à 1,7 fois (ajusté) au 31 décembre 2012, et il est en baisse comparativement à 1,8 fois (ajusté) au 31 mars 2012. Les transactions annoncées concernant notre dette qui doivent avoir lieu au deuxième trimestre de 2013 ne devraient pas avoir une incidence importante sur ce ratio.
- Les **flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles** ont diminué de 34 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012. La diminution s'explique principalement par la hausse des paiements d'impôt sur le résultat et par les variations du fonds de roulement, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la hausse du BAIIA et par la réduction des cotisations aux régimes de retraite à prestations définies du personnel, par suite de la cotisation discrétionnaire forfaitaire que nous avons versée en janvier 2012.
- Les **flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement** ont augmenté de 22 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012, en raison principalement de la hausse des dépenses d'investissement à l'appui de la croissance de la clientèle et de la construction des centres de données Internet.
- Les **flux de trésorerie affectés aux activités de financement** ont augmenté de 51 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012, résultat qui découle principalement de la hausse des paiements de dividendes et de la plus importante réduction de la dette.
- Les **flux de trésorerie disponibles** se sont établis à 358 millions de dollars au premier trimestre de 2013, soit un résultat inchangé par rapport à la période correspondante de 2012. La hausse du BAIIA et la diminution des cotisations aux régimes de retraite à prestations définies du personnel ont été neutralisées par la hausse des paiements d'impôt, des dépenses d'investissement et des paiements au titre de la restructuration. Les flux de trésorerie disponibles compte non tenu des paiements d'impôt se sont élevés à 506 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à 406 millions de dollars au premier trimestre de 2012.

2. Activités principales et stratégie

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

Se doter de moyens nationaux pour les services de transmission de données, IP, de transmission de la voix et mobiles

En 2013, nous continuons d'investir dans la capacité du réseau mobile et dans la croissance des réseaux, et nous prévoyons une réduction des investissements liés au déploiement du réseau 4G LTE en milieu urbain, par suite du lancement des services sur notre réseau LTE, qui couvrirait plus des deux tiers de la population canadienne à la fin de 2012. Nous comptons participer aux enchères de licences de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz qu'Industrie Canada prévoit tenir en novembre 2013. Nous poursuivons l'élargissement de notre infrastructure à large bande et les mises à niveau en vue de soutenir la croissance des abonnés à nos services OPTIK TV et Internet haute vitesse et l'accroissement des vitesses liées aux services Internet sur le réseau à large bande, y compris le déploiement de la fibre optique jusqu'au domicile et dans des immeubles d'habitation dans certaines régions. De plus, nous prévoyons ouvrir notre plus récent type de centre de données Internet évolué à Kamloops, en Colombie-Britannique, au cours de l'été 2013.

Faits saillants du premier trimestre :

- Nous avons accru la couverture du réseau LTE, qui couvre plus de 70 % de la population canadienne;
- Les réseaux à large bande haute vitesse, y compris les réseaux VDSL2 et ADSL2+, couvrent près de 2,5 millions de foyers en Colombie-Britannique, en Alberta et dans l'est du Québec;
- En janvier, notre centre de données Internet intelligent de Rimouski a obtenu la certification attestant que les installations ont été conçues en fonction des normes Tier III de l'Uptime Institute en matière de fiabilité et de sécurité. Le centre de Rimouski avait antérieurement obtenu, en vertu de ces normes, la certification en matière de conception.

Offrir des solutions intégrées qui démarquent TELUS de ses concurrents

En février 2013, nous avons lancé l'application Expérience réseau de TELUS, une application mobile gratuite que nos clients peuvent télécharger et utiliser pour fournir des commentaires en temps réel sur les services mobiles offerts sur les réseaux HSPA+ et LTE de TELUS. Les clients peuvent aisément signaler les problèmes liés au réseau, notamment les appels rompus, les tentatives d'appels échoués, l'absence de service, la mauvaise qualité de la voix ou les vitesses de transmission de données lentes. Nous comptons utiliser ces commentaires pour améliorer notre réseau ainsi que l'expérience client.

Créer des partenariats et procéder à des acquisitions et à des désinvestissements pour accélérer la mise en œuvre de la stratégie de TELUS et concentrer les ressources de TELUS sur ses activités de base

Conformément à notre priorité visant à *accroître la position de chef de file de TELUS en ce qui concerne les renseignements de santé*, nous avons conclu l'acquisition du système de dossiers médicaux électroniques (« DME ») SUITE SC, qui était exploité par Logiciels de gestion médicale MD S.E.C., un membre de Services aux médecins MD (une filiale de l'Association médicale canadienne). Nous avons effectué cette acquisition dans le but d'accroître la portée de TELUS Santé en matière de soins de première ligne, ce qui nous permet de fournir des solutions de DME à 9 000 médecins au Canada. Cette acquisition et les acquisitions antérieures de solutions de DME telles que Wolf Medical Systems dans l'ouest du Canada et KinLogix au Québec, conjuguées à notre croissance interne, positionnent TELUS Santé comme chef de file en matière de prestation de solutions de DME au Canada. TELUS Santé fournit des solutions à tous les principaux intervenants du système de santé, y compris les hôpitaux, les pharmacies et les fournisseurs de services complémentaires de santé tels que les physiothérapeutes et les chiropraticiens.

Nous avons acquis Digital WYZDOM Inc. et Digital WYZDOM Forensics Inc. (collectivement, « Digital WYZDOM »), des spécialistes en matière d'analyse judiciaire numérique, de sécurité des réseaux, d'investigation informatique, de propriété intellectuelle et de services-conseils en matière de fraude, qui complètent notre portefeuille existant de solutions de sécurité. Cette acquisition nous permet d'offrir des services de sécurité et d'analyse judiciaire numérique de bout en bout en vue d'aider les clients à identifier les risques en matière de sécurité et à réagir de manière proactive aux menaces potentielles. Le secteur de l'analyse judiciaire numérique est en plein essor en raison de la numérisation accrue de tous les aspects des dossiers des entreprises, des gouvernements et des particuliers.

Nous avons également acquis un autre détaillant de services mobiles de TELUS dans le but de fournir une expérience client ciblée et cohérente.

Cibler inlassablement les marchés en croissance pour les services de transmission de données, IP et mobiles

Les produits tirés des services mobiles et des services filaires de transmission de données se sont établis à 2 236 millions de dollars au premier trimestre de 2013, soit une hausse de 153 millions de dollars, ou 7,3 %, par rapport à la période correspondante de 2012. Les produits tirés des services filaires de transmission de la voix et les autres produits ont diminué de 28 millions de dollars, ou 5,1 %, d'un exercice à l'autre. Les produits tirés des services mobiles et des services de transmission de la voix combinés représentent 81 % des produits consolidés de TELUS, par rapport à 79 % à l'exercice précédent.

Pénétrer le marché comme une seule et même équipe, sous une seule marque, et en mettant en œuvre une stratégie unique

Notre priorité depuis 2010, priorité que nous prévoyons maintenir dans un avenir prévisible, vise avant tout à mettre en œuvre notre programme « Les clients d'abord » alors que nous nous efforçons d'offrir constamment une expérience client exceptionnelle et de conquérir le cœur et l'esprit des Canadiens dans le but de devenir la société la plus recommandée dans les marchés où nous offrons des services et un chef de file mondial pour ce qui est de la probabilité que nos clients nous recommandent. En 2012, nous avons élaboré quatre engagements en matière d'expérience client qui étaient nos objectifs internes et nos priorités visant à mieux servir nos clients :

- Nous prenons en main chaque expérience client;
- Nous travaillons en équipe pour respecter nos promesses;
- Nous tirons des leçons des commentaires fournis par nos clients et prenons des mesures pour nous améliorer, chaque jour;
- Nous sommes aimables, serviables et pleins de sollicitude.

3. Catalyseurs clés de rendement

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

Nous confirmons nos priorités ou en établissons de nouvelles à chaque exercice en vue de faire progresser les impératifs stratégiques à long terme de TELUS et de nous pencher sur les occasions d'affaires et les défis à court terme. Nos priorités constituent les catalyseurs clés de rendement qui nous aident à concrétiser les mesures du rendement, qui sont quantifiées dans nos objectifs financiers publics présentés dans notre rapport annuel 2012. Se reporter à la *rubrique 9* du présent rapport de gestion pour une mise à jour de notre objectif concernant le BPA de base, qui a été ajusté pour tenir compte du fractionnement d'actions à raison de deux pour une.

Priorités de la société pour 2013

Fournir aux clients des produits alignés sur la promesse de marque « le futur est simple » de TELUS, grâce au programme « Les clients d'abord », et gagner notre place de chef de file de l'industrie pour ce qui est de la probabilité que nos clients nous recommandent

Améliorer davantage notre efficacité et notre efficacité opérationnelles et accroître par le fait même notre capacité à investir dans notre croissance future

Continuer de faire en sorte que notre culture favorise un avantage concurrentiel soutenu

Accroître notre avantage concurrentiel en faisant preuve d'un leadership technologique au moyen de la mise en œuvre d'un ensemble unifié de réseaux à large bande, de centres de données Internet, de technologies de l'information et d'applications clients

Favoriser la position de chef de file de TELUS dans ses marchés choisis des entreprises et du secteur public, en prêtant une grande attention à une exécution de première qualité et aux facteurs économiques

Accroître la position de chef de file de TELUS en ce qui concerne les renseignements liés à la santé, en tirant parti des technologies afin d'obtenir de meilleurs résultats dans les soins de santé au Canada

4. Capacités

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

4.1 Principaux marchés et concurrents

Une description de nos principaux marchés et concurrents, de même qu'un aperçu de la concurrence, sont présentés à la *rubrique 4.1* de notre rapport de gestion annuel 2012.

4.2 Ressources opérationnelles

Nos ressources opérationnelles sont décrites à la *rubrique 4.2* de notre rapport de gestion annuel 2012.

4.3 Situation de trésorerie et sources de financement

Politiques financières liées à la structure du capital

Nos politiques financières liées à la structure du capital sont décrites à la *rubrique 4.3* de notre rapport de gestion annuel 2012 et sont présentées à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires résumés. Le 8 mai 2013, notre conseil d'administration a autorisé la direction à déposer auprès de la Bourse de Toronto une demande aux fins de l'approbation d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, jusqu'au

31 décembre 2013, d'un nombre maximal de 15 millions d'actions ordinaires, pour un montant maximal de 500 millions de dollars. Se reporter à la *rubrique 1.3* pour des renseignements plus détaillés.

Compte rendu – Plan financier et plan de gestion de la structure du capital pour 2013

Payer des dividendes aux détenteurs d'actions de participation de TELUS

Le 8 mai 2013, le conseil d'administration a déclaré un dividende pour le deuxième trimestre de 34 cents par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société, payable le 2 juillet 2013 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 10 juin 2013.

Ce dividende pour le deuxième trimestre reflète une hausse de 3,5 cents, ou 11,5 %, par rapport au dividende de 30,5 cents versé à l'exercice précédent, ce qui est conforme à notre intention, annoncée en mai 2011, de procéder à deux hausses de dividendes par année jusqu'en 2013, ceux-ci étant habituellement déclarés en mai et en novembre, et l'augmentation annuelle prévue se situant aux alentours de 10 %.

Nous avons par ailleurs annoncé que nous comptons effectuer des hausses de dividendes semestrielles, la hausse annuelle étant aux alentours de 10 %, jusqu'à la fin de 2016. Nonobstant ce fait, les décisions concernant les dividendes continueront d'être assujetties à l'évaluation et à la détermination par le conseil d'administration, chaque trimestre, de notre situation financière et de nos perspectives. Notre indication concernant le ratio de distribution à long terme est de 65 % à 75 % des bénéfices nets prévisibles, sur une base prospective. Rien ne garantit que nous maintiendrons un programme de croissance des dividendes jusqu'en 2016.

Utiliser le produit des créances clients titrisées (présenté comme des emprunts à court terme), les facilités bancaires, le papier commercial et le réinvestissement des dividendes, au besoin, pour compléter les flux de trésorerie disponibles et combler les autres besoins de trésorerie

Au premier trimestre de 2013, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles ont excédé de 193 millions de dollars les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement.

Nous avons réduit l'encours du papier commercial de 71 millions de dollars au premier trimestre de 2013.

Le produit des créances clients titrisées s'est élevé à 400 millions de dollars au 31 mars 2013, soit un montant inchangé.

Maintenir la conformité aux objectifs, aux politiques et aux lignes directrices sur le plan financier

Maintenir des liquidités inutilisées d'au moins 1 milliard de dollars – Nous disposons de facilités de crédit inutilisées de 1,87 milliard de dollars au 31 mars 2013, ainsi que d'un montant additionnel de 100 millions de dollars en vertu du programme de titrisation de créances clients. Se reporter à la *rubrique 7.5*.

Ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration de 1,5 à 2,0 fois – Le ratio était de 1,7 fois au 31 mars 2013. Se reporter à la *rubrique 7.4*.

Ligne directrice à l'égard du ratio de distribution de 65 % à 75 % des bénéfices nets prévisibles sur une base prospective – Se reporter à la *rubrique 7.4*.

Préserver l'accès aux marchés financiers à des coûts raisonnables en maintenant des notations du crédit de première qualité se situant dans la fourchette BBB+ à A-, ou des notations équivalentes, à l'avenir

Au 9 mai 2013, les notations du crédit de première qualité attribuées par les quatre agences de notation qui couvrent TELUS se situaient dans la fourchette visée.

4.4 Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

5. Analyse des résultats opérationnels

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

5.1 Généralités

Nos secteurs opérationnels constituant des secteurs à présenter sont les services mobiles et les services filaires. L'information sectorielle présentée à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires résumés est régulièrement communiquée à notre chef de la direction (le principal décideur opérationnel).

5.2 Sommaire des résultats trimestriels et tendances

Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T1 2013	T4 2012	T3 2012	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011
Produits opérationnels	2 756	2 851	2 774	2 665	2 631	2 690	2 622	2 554
Charges opérationnelles								
Achat de biens et services	1 154	1 330	1 222	1 152	1 116	1 316	1 178	1 134
Charge au titre des avantages du personnel ¹	568	603	562	543	534	528	504	498
Dotation aux amortissements	451	478	461	456	470	481	443	442
	2 173	2 411	2 245	2 151	2 120	2 325	2 125	2 074
Bénéfice opérationnel¹	583	440	529	514	511	365	497	480
Coûts de financement ¹	96	96	96	96	86	89	93	95
Bénéfice avant impôt	487	344	433	418	425	276	404	385
Impôt sur le résultat ¹	125	81	110	119	106	61	100	82
Bénéfice net¹	362	263	323	299	319	215	304	303
Bénéfice net attribuable aux actions de participation^{1,2}	362	263	323	299	319	224	303	300
Bénéfice net par action de participation¹								
– De base ^{1,2}	0,56	0,40	0,49	0,46	0,49	0,34	0,47	0,46
– Dilué ^{1,2}	0,55	0,40	0,49	0,46	0,49	0,34	0,47	0,46
Dividendes déclarés par action de participation^{2,3}	0,32	0,32	0,305	—	0,595	0,29	0,275	0,275
Information supplémentaire								
BAIIA ^{1,4}	1 034	918	990	970	981	846	940	922
Coûts de restructuration compris dans le BAIIA et le bénéfice opérationnel	11	19	3	13	13	16	3	12

1. Les chiffres pour 2012 et 2011 ont été ajustés pour tenir compte de l'application rétrospective d'IAS 19, *Avantages du personnel*, (modifiée en 2011). Se reporter à la rubrique 8.2, « *Faits nouveaux concernant les méthodes comptables* ».
2. Ajusté pour tenir compte du fractionnement d'actions à raison de deux pour une avec prise d'effet le 16 avril 2013.
3. Les dividendes par action déclarés au premier trimestre de 2012 comprennent le dividende pour le premier trimestre de 0,29 \$ versé le 2 avril 2012 et le dividende pour le deuxième trimestre de 0,305 \$ versé le 3 juillet 2012.
4. Le BAIIA est une mesure non conforme aux PCGR, qui correspond au bénéfice opérationnel avant la dotation aux amortissements. Se reporter à la description fournie à la rubrique 11.1, « *BAIIA* ».

Tendances

La tendance observée au chapitre des produits consolidés reflète principalement la croissance d'un exercice à l'autre des produits tirés du réseau mobile, en raison de l'accroissement du nombre d'abonnés et des PMAA; l'augmentation des produits tirés de l'équipement mobile, qui ont de façon générale augmenté d'un exercice à l'autre; la croissance d'un exercice à l'autre des produits tirés des services mobiles de transmission de données, laquelle découle du service de télévision, du service Internet et des services d'impartition des processus d'affaires et excède largement la baisse des produits tirés des services filaires de transmission de la voix existants et des autres produits.

Les produits à la hausse tirés du réseau mobile reflètent la croissance des produits tirés des services de transmission de données (croissance d'un exercice à l'autre de 17 % au premier trimestre de 2013), laquelle a été neutralisée en partie par la légère baisse des produits tirés des services de transmission de la voix (diminution d'un exercice à l'autre de 0,3 % au premier trimestre de 2013). La croissance des produits tirés des services de transmission de données découle de la plus grande utilisation de forfaits de services de transmission de données et de la plus importante consommation de données en raison de l'utilisation continue de téléphones intelligents, ainsi que de la hausse des produits tirés des services d'itinérance. Par conséquent, les PMAA combinés se sont accrus d'un exercice à l'autre au cours de dix trimestres consécutifs. Un certain ralentissement de la tendance au chapitre de la croissance des PMAA tirés des services de transmission de données est imputable aux pressions concurrentielles qui entraînent l'ajout de plus importants lots de données aux forfaits et un nombre plus élevé de forfaits de messagerie textuelle illimitée, ainsi qu'au transfert du trafic de données vers les points d'accès sans fil (Wi-Fi) qui sont de plus en plus disponibles. La diminution des PMAA tirés des services de transmission de la voix a ralenti au cours des récents trimestres, en raison notamment de l'incidence de l'utilisation, par les abonnés, de nouveaux services groupés et forfaits promotionnels comportant un plus grand nombre de minutes incluses.

Les ajouts plus élevés d'abonnés des services mobiles, les frais d'acquisition connexes et les ventes d'équipement, de même que la hausse des frais de fidélisation découlant du renouvellement de contrats ont, dans le passé, revêtu un caractère saisonnier aux troisième et quatrième trimestres. Ces facteurs peuvent également avoir une plus grande incidence lorsque survient le lancement d'appareils emblématiques. Le BAIIA du secteur des services mobiles affiche habituellement une baisse au quatrième trimestre, en raison de l'intensification de la concurrence.

Les ajouts d'abonnés sont habituellement à leur plus faible niveau au premier trimestre. Dans le passé, les PMAA tirés des services mobiles ont enregistré des hausses séquentielles aux deuxième et troisième trimestres en raison de l'utilisation accrue de ces services pendant la saison des vacances et du recours aux services d'itinérance, et des baisses séquentielles aux quatrième et premier trimestres.

La tendance à la hausse au chapitre des produits tirés des services filaires reflète la croissance des produits tirés des services de transmission de données découlant de l'augmentation continue du nombre d'abonnés à TELUS TV (en hausse de 29 % pour la période de 12 mois close le 31 mars 2013) et des hausses de tarifs, ainsi que l'augmentation des produits tirés des services de transmission de données améliorés, des services Internet et des services d'impartition des processus d'affaires. La croissance des produits tirés des services Internet reflète notamment l'accroissement du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse de TELUS (croissance de 6,8 % pour la période de 12 mois close le 31 mars 2013) découlant de l'offre de services groupés avec le service Télé OPTIK, ainsi que les hausses de tarifs. La tendance à la baisse générale des produits tirés des services filaires de transmission de la voix et des lignes d'accès au réseau tient au passage aux services mobiles et aux services et applications IP, ainsi qu'à la concurrence de la part des fournisseurs offrant des services VoIP (qui comprennent des câblodistributeurs concurrents), des revendeurs et des entreprises dotées d'installations. La tendance à la baisse générale au chapitre des lignes d'affaires d'accès au réseau reflète l'intensification de la concurrence sur le marché des PME, ainsi que le remplacement des lignes de transmission de la voix par les services IP.

La tendance au chapitre de la charge liée aux achats de biens et services reflète l'augmentation des coûts liés au contenu et au soutien pour tenir compte de la hausse du nombre d'abonnés au service Télé OPTIK de TELUS, ainsi que le caractère saisonnier de la charge liée aux services mobiles des troisième et quatrième trimestres décrit précédemment.

La tendance au chapitre de la charge au titre des avantages du personnel reflète notamment l'accroissement de la rémunération, l'augmentation du nombre d'employés équivalents temps plein (« ETP ») découlant des acquisitions effectuées et de l'embauche ciblée de personnel pour soutenir la croissance du service de télévision, des services à l'intention du marché d'affaires et des services mobiles, ainsi que l'augmentation des coûts de restructuration liés à l'effectif en 2012.

La baisse séquentielle de la dotation aux amortissements au premier trimestre de 2013 est attribuable à des ajustements mineurs découlant de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs, ainsi que du nombre moins élevé de mises hors service. La dotation aux amortissements au quatrième trimestre de 2011 tenait compte d'une réduction de valeur de 19 millions de dollars d'actifs d'un établissement à l'étranger qui étaient détenus en vue de la vente au 31 décembre 2011.

Les coûts de financement comprennent divers profits ou pertes de change et des montants variables de produits d'intérêts. En particulier, les produits d'intérêts découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs se sont élevés à 4 millions de dollars au premier trimestre de 2013, comparativement à 10 millions de dollars au premier trimestre de 2012.

Les tendances observées au chapitre du bénéfice net et du bénéfice par action (« BPA ») reflètent les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements liés aux variations de l'impôt sur le résultat, des règlements et des redressements visant des exercices antérieurs, y compris les intérêts connexes sur les redressements.

Ajustements liés à l'impôt sur le résultat

(en millions de dollars)	T1 2013	T4 2012	T3 2012	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011
Incidence sur le bénéfice net	5	10	3	(11)	10	10	–	11

5.3 Résultats opérationnels consolidés

L'analyse qui suit porte sur le rendement financier consolidé de TELUS. Une analyse sectorielle est présentée à la rubrique 5.4, « Secteur des services mobiles », à la rubrique 5.5, « Secteur des services filaires », et à la rubrique 7.2, « Sorties liées aux activités d'investissement – Dépenses d'investissement ».

Produits opérationnels

Premiers trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2013	2012	Variation
Services	2 582	2 443	5,7 %
Équipement	161	176	(8,5) %
Produits tirés des services et de l'équipement	2 743	2 619	4,7 %
Autres produits opérationnels	13	12	8,3 %
	2 756	2 631	4,8 %

Les produits opérationnels consolidés ont augmenté de 125 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012. Ce résultat tient compte d'une hausse de 124 millions de dollars des produits tirés des services et de l'équipement.

- Les **produits tirés des services** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 139 millions de dollars au premier trimestre de 2013, en raison principalement de la hausse des produits tirés du réseau mobile et des produits tirés des services filaires de transmission de données, qui ont été neutralisés en partie par la baisse des produits tirés des services filaires de transmission de la voix.
- Les **produits tirés de l'équipement** ont diminué d'un exercice à l'autre de 15 millions de dollars au premier trimestre de 2013. Les produits tirés de l'équipement filaire ont subi une baisse de 19 millions de dollars d'un exercice à l'autre, qui découle principalement de la diminution des dépenses des gouvernements à la fin de l'exercice; les produits tirés de l'équipement mobile se sont accrus de 4 millions de dollars d'un exercice à l'autre, résultat qui tient aux volumes à la hausse d'acquisition et de fidélisation d'abonnés, ainsi qu'à la plus grande proportion de téléphones intelligents offerts à prix plus élevés vendus.
- Les **autres produits opérationnels** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 1 million de dollars au premier trimestre de 2013, en raison essentiellement du montant plus important au titre du compte de report lié à la réglementation sur le plafonnement des prix qui a été comptabilisé relativement à la prestation de services Internet à large bande à des collectivités rurales et éloignées admissibles.

Charges opérationnelles

Premiers trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2013	2012	Variation
Achat de biens et services	1 154	1 116	3,4 %
Charge au titre des avantages du personnel	568	534	6,4 %
Amortissement des immobilisations corporelles	347	343	1,2 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	104	127	(18,1) %
	2 173	2 120	2,5 %

Les charges opérationnelles ont augmenté de 53 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012.

- L'**achat de biens et services** a augmenté d'un exercice à l'autre de 38 millions de dollars au premier trimestre de 2013, en raison essentiellement de l'augmentation des frais d'acquisition et de fidélisation d'abonnés aux services mobiles et des coûts visant à soutenir la croissance du nombre d'abonnés aux services mobiles, ainsi qu'en raison de la hausse des coûts de programmation liés aux services de télévision, déduction faite du plus faible coût des produits vendus découlant des ventes moins élevées d'équipement filaire.
- La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 34 millions de dollars au premier trimestre de 2013. Ce résultat reflète essentiellement l'accroissement de la rémunération et des coûts liés aux programmes d'avantages du personnel, l'augmentation du nombre d'employés équivalents temps plein pour assurer le service à la clientèle et le soutien technique, et les acquisitions effectuées au quatrième trimestre de 2012 afin d'accroître les services d'impartition des processus d'affaires offerts aux entreprises clientes.
- L'**amortissement des immobilisations corporelles** a augmenté d'un exercice à l'autre de 4 millions de dollars au premier trimestre de 2013, en raison de la croissance des immobilisations corporelles (telles que les actifs liés aux services de télévision et le réseau LTE mobile), facteur neutralisé en partie par des ajustements mineurs découlant de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs.
- L'**amortissement des immobilisations incorporelles** a diminué d'un exercice à l'autre de 23 millions de dollars au premier trimestre de 2013, en raison principalement des réductions de valeur et des ajustements

comptabilisés à l'exercice précédent qui découlent de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs, ainsi que de l'augmentation des logiciels entièrement amortis.

Bénéfice opérationnel

Premiers trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2013	2012	Variation
Bénéfice opérationnel	583	511	14,1 %

Le bénéfice opérationnel a augmenté de 72 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012, en raison de la hausse de 46 millions de dollars du BAIIA du secteur des services mobiles (se reporter à la *rubrique 5.4*), de l'augmentation de 7 millions de dollars du BAIIA du secteur des services filaires (se reporter à la *rubrique 5.5*), et de la réduction nette de 19 millions de dollars de la dotation aux amortissements pour laquelle une analyse est présentée ci-dessus.

Coûts de financement

Premiers trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2013	2012	Variation
Charges d'intérêts	89	89	—
Montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel	13	11	18,2 %
Produits d'intérêts et profits de change	(6)	(14)	57,1 %
	96	86	11,6 %

Les coûts de financement ont augmenté de 10 millions de dollars au premier trimestre de 2013.

- Les **charges d'intérêts** sont demeurées inchangées d'un exercice à l'autre, résultat qui tient au fait que l'incidence de la baisse du solde moyen de la dette a été neutralisée par la hausse du taux d'intérêt combiné. La hausse du taux d'intérêt combiné s'explique principalement par l'émission, en décembre 2012, de billets échéant dans dix ans et par la diminution d'un exercice à l'autre de l'encours du papier commercial à faible coût.
- Le **montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel** a augmenté légèrement d'un exercice à l'autre, résultat qui s'explique par le fait que l'augmentation du total du déficit au titre des régimes a été en grande partie neutralisée par la réduction du taux d'actualisation.
- Les **produits d'intérêts et profits de change** tiennent compte de produits d'intérêts de 4 millions de dollars au premier trimestre de 2013 et de 10 millions de dollars au premier trimestre de 2012 qui ont été comptabilisés relativement au règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs. Les profits de change se sont élevés à 2 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à 4 millions de dollars à la période correspondante de 2012.

En mai 2013, nous prévoyons comptabiliser une perte au remboursement de la dette d'environ 23 millions de dollars avant impôt, en raison du remboursement par anticipation annoncé des billets de série CF. Nous avons l'intention d'utiliser le produit tiré de l'émission de 1,7 milliard de dollars de billets effectuée en avril 2013 pour financer le remboursement par anticipation ainsi que les billets arrivant à échéance en juin 2013. Nous prévoyons affecter le produit résiduel au remboursement de l'encours du papier commercial et le reste aux fins des besoins généraux en matière de fonds de roulement. Pour des renseignements plus détaillés sur nos activités de financement au deuxième trimestre, se reporter à la section « *Dette à long terme* », à la *rubrique 7.3*.

Impôt sur le résultat

Premiers trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf les taux d'imposition)	2013	2012	Variation
Impôts de base combinés aux taux d'imposition prévus par la loi moyens pondérés	125	109	14,7 %
Écart de taux d'imposition appliqué au redressement lié à des exercices antérieurs, et ajustements corrélatifs à ce redressement	(1)	(3)	—
Autres	1	—	—
	125	106	17,9 %
Taux d'imposition combinés prévus par la loi (en %)	25,7	25,7	—
Taux d'imposition effectifs (en %)	25,7	24,9	0,8 pt

L'impôt sur le résultat a augmenté de 19 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012, en raison de la hausse de 15 % du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif a augmenté d'un exercice à l'autre, en raison de la diminution des économies d'impôt liées à des questions fiscales concernant des exercices antérieurs.

Bénéfice global

Premiers trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2013	2012	Variation
Bénéfice net ¹	362	319	13,5 %
Autres éléments du résultat global :			
Éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat	3	(3)	n.s.
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat ¹	168	185	(9,2) %
	533	501	6,4 %

1. Les chiffres pour 2012 ont été ajustés pour tenir compte de l'application rétrospective d'IAS 19, *Avantages du personnel* (modifiée en 2011). Se reporter à la rubrique 8.2, « *Faits nouveaux concernant les méthodes comptables* ».

Le bénéfice global a augmenté de 32 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012. Ce résultat tient compte d'une hausse de 43 millions de dollars du bénéfice net. Les autres éléments du résultat global comprennent ce qui suit :

- Les **éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat** comprennent les variations de la juste valeur latente des dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie, les écarts de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, ainsi que les variations de la juste valeur latente de placements disponibles à la vente.
- L'**élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat** concerne les réévaluations au titre des régimes à prestations définies du personnel.

5.4 Secteur des services mobiles

Les produits du secteur des services mobiles ont augmenté de 91 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport au premier trimestre de 2012.

Produits opérationnels – secteur des services mobiles

Premiers trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2013	2012	Variation
Voix	788	790	(0,3) %
Données	583	498	17,1 %
Services de réseau	1 371	1 288	6,4 %
Équipement et autres produits	101	95	6,3 %
Produits opérationnels externes	1 472	1 383	6,4 %
Produits tirés des activités intersectorielles	12	10	20,0 %
Total des produits opérationnels	1 484	1 393	6,5 %
Produits tirés des services de transmission de données par rapport aux produits tirés des services de réseau (en %)	43	39	4 pts

Les **produits tirés des services de réseau** se sont accrus de 83 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012.

- Les produits tirés des services de transmission de la voix ont diminué d'un exercice à l'autre de 2 millions de dollars au premier trimestre de 2013, en raison de la tendance continue à la baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix, qui s'est toutefois atténuée. Les PMAA tirés des services de transmission de la voix se sont établis à 34,42 \$ au premier trimestre de 2013, en baisse de 1,62 \$, ou 4,5 %, par rapport au premier trimestre de 2012. Cette baisse s'explique par le volume accru du nombre d'abonnés aux clés Internet mobile et aux tablettes pour lesquelles aucun produit des services de transmission de la voix ne peut être tiré, par l'utilisation accrue des forfaits minutes incluses pour les appels locaux et interurbains, par la baisse des tarifs de transmission de la voix en itinérance, ainsi que par la pénétration accrue de la marque Koodo, qui génère des PMAA plus faibles, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement des volumes liés aux services d'itinérance et par la hausse des tarifs pour les minutes non incluses.
- Les produits tirés des services de transmission de données ont augmenté d'un exercice à l'autre de 85 millions de dollars au premier trimestre de 2013, résultat qui reflète la croissance du nombre d'abonnés, l'utilisation accrue de ces services stimulés par des taux élevés d'adoption des téléphones intelligents, ainsi que la croissance continue des produits tirés des services de transmission de données en itinérance provenant de la hausse des volumes et de l'élargissement de la couverture de notre réseau LTE lancé en février 2012. Les PMAA tirés des services de transmission de données se sont établis à 25,62 \$ au premier trimestre de 2013, en hausse de 2,79 \$, ou 12 %, par rapport à la période correspondante de 2012.
- Les PMAA combinés se sont établis à 60,04 \$ au premier trimestre de 2013, en hausse d'un exercice à l'autre de 1,17 \$, ou 2,0 %. L'augmentation découle de l'utilisation accrue des services d'itinérance et des services de transmission de données, facteur neutralisé en partie par la baisse des PMAA tirés des services de

transmission de la voix. Les PMAA combinés ont augmenté d'un exercice à l'autre au cours de dix trimestres consécutifs.

- Les ajouts bruts d'abonnés se sont établis à 374 000 au premier trimestre de 2013, en hausse de 11 000 par rapport au premier trimestre de 2012. Ce résultat s'explique par les campagnes publicitaires et les promotions fructueuses mises en œuvre dans un contexte très concurrentiel au premier trimestre de 2013. Les ajouts bruts d'abonnés des services postpayés se sont établis à 260 000 au premier trimestre de 2013, en hausse de 3 000 d'un exercice à l'autre. Les ajouts bruts d'abonnés des services prépayés se sont établis à 114 000 au premier trimestre de 2013, en hausse de 8 000 d'un exercice à l'autre. Ce résultat s'explique en grande partie par les mises en service découlant des services prépayés sous la marque Koodo lancés en août 2012.
- Les ajouts nets d'abonnés se sont établis à 33 000 au premier trimestre de 2013, en hausse de 11 000 par rapport au premier trimestre de 2012.

Les ajouts nets d'abonnés des services postpayés se sont établis à 59 000 au premier trimestre de 2013, résultat qui reflète une baisse de 4 000 par rapport au premier trimestre de 2012. Cette baisse tient au taux de désabonnement absolu plus élevé découlant du plus grand nombre d'abonnés des services postpayés, bien que nous ayons enregistré des ajouts bruts plus élevés et une amélioration de 0,03 point de pourcentage du taux de désabonnement d'un exercice à l'autre.

Les pertes nettes d'abonnés des services prépayés se sont établies à 26 000 au premier trimestre de 2013, soit une amélioration de 15 000 par rapport au premier trimestre de 2012, en raison principalement des nouveaux abonnés des services prépayés sous la marque Koodo. Les pertes d'abonnés des services prépayés combinées reflètent l'intensification de la concurrence découlant des forfaits présentant une valeur moins élevée.

- Le taux de désabonnement mensuel combiné des abonnés des services mobiles s'est établi à 1,48 % au premier trimestre de 2013, soit une baisse par rapport à 1,55 % à la période correspondante de 2012 et le taux de désabonnement le plus faible enregistré pour un premier trimestre depuis 2007. La diminution du taux de désabonnement combiné s'explique par l'attention que nous continuons de prêter à l'expérience client, y compris l'élimination des frais de mise en service et des frais de renouvellement, ainsi que par la plus grande proportion du nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés. Le taux de désabonnement des abonnés des services postpayés s'est établi à 1,11 %, soit une amélioration de 0,03 point de pourcentage d'un exercice à l'autre.
- Le taux d'adoption des téléphones intelligents est demeuré élevé et a représenté 70 % des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés au premier trimestre de 2013 (68 % au premier trimestre de 2012). Au 31 mars 2013, les abonnés qui utilisent des téléphones intelligents représentaient 68 % du nombre d'abonnés des services postpayés, comparativement à 56 % à l'exercice précédent. Les abonnés qui utilisent des téléphones intelligents génèrent des PMAA considérablement plus élevés que ceux tirés des appareils qui donnent uniquement accès aux services de messagerie textuelle et de transmission de la voix, et leur taux de désabonnement est moins élevé. Toutefois, les frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés découlant de ces téléphones sont plus élevés en raison du financement élevé des appareils associé aux contrats pluriannuels conclus ou renouvelés. La plus grande proportion de téléphones intelligents vendus devrait continuer d'avoir une incidence favorable sur la croissance future des produits tirés des services de transmission de données, sur les PMAA et sur les taux de désabonnement, et se traduire par une hausse des produits opérationnels prévus par client sur la durée de l'appareil.

Les **produits tirés de l'équipement et autres produits** ont augmenté de 6 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012. Ce résultat s'explique principalement par l'augmentation des produits tirés de l'équipement, qui découle de la hausse des volumes d'acquisition et de fidélisation d'abonnés, ainsi que par la plus grande proportion de téléphones intelligents plus chers vendus, facteurs neutralisés en partie par l'élimination des frais de mise en service et des frais de renouvellement au quatrième trimestre de 2012.

Les **produits tirés des activités intersectorielles** représentent les services fournis par le secteur des services mobiles au secteur des services filaires, et ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services filaires.

Indicateurs opérationnels – secteur des services mobiles

Aux 31 mars	2013	2012	Variation
Abonnés (en milliers)			
Postpayés	6 603	6 193	6,6 %
Prépayés	1 100	1 169	(5,9) %
Total	7 703	7 362	4,6 %
Proportion du nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés (en %)	85,7	84,1	1,6 pt
Population couverte par le réseau HSPA+ ¹ (en millions)	34,3	33,8	1,5 %
Population couverte par le réseau LTE ¹ (en millions)	24,7	n.p.	n.s.
Premiers trimestres clos les 31 mars	2013	2012	Variation
Ajouts bruts d'abonnés (en milliers)			
Postpayés	260	257	1,2 %
Prépayés	114	106	7,5 %
Total	374	363	3,0 %
Ajouts nets d'abonnés (en milliers)			
Postpayés	59	63	(6,3) %
Prépayés	(26)	(41)	36,6 %
Total	33	22	50,0 %
PMAA² (en dollars)			
Voix	34,42	36,04	(4,5) %
Données	25,62	22,83	12,2 %
Combinés	60,04	58,87	2,0 %
Taux de désabonnement, par mois² (en %)			
Combinés	1,48	1,55	(0,07) pt
Services postpayés	1,11	1,14	(0,03) pt
Frais d'acquisition ³ par ajout brut d'abonné ² (en dollars)	369	362	1,9 %
Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau ² (en %)	10,9	10,7	0,2 pt

1. Y compris les ententes de partage de réseau.

2. Se reporter à la rubrique 11.3, « Définition des indicateurs opérationnels clés – services mobiles ». Ces mesures ne sont pas définies par les IFRS de l'IASB. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une société de services mobiles.

3. Frais d'acquisition.

Charges opérationnelles – secteur des services mobiles

Premiers trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2013	2012	Variation
Charges liées aux ventes d'équipement	282	262	7,6 %
Charges opérationnelles des services de réseau	173	172	0,6 %
Frais de marketing	90	87	3,4 %
Frais généraux et d'administration			
Charge au titre des avantages du personnel	157	147	6,8 %
Autres	116	105	10,5 %
Total des charges opérationnelles	818	773	5,8 %

Les charges du secteur des services mobiles ont augmenté de 45 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012.

Les **charges liées aux ventes d'équipement** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 20 millions de dollars au premier trimestre de 2013, en raison de l'accroissement des frais d'acquisition et de fidélisation d'abonnés, ainsi que du plus grand nombre de téléphones intelligents vendus aux nouveaux abonnés et aux abonnés existants.

- Les frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau se sont établis à 10,9 % au premier trimestre de 2013, en hausse de 0,2 point de pourcentage par rapport au premier trimestre de 2012. L'augmentation s'explique principalement par la hausse des volumes de fidélisation et par l'augmentation des coûts de financement par appareil liés à la plus grande proportion de clients qui sont passés aux téléphones intelligents plus chers.
- Les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné se sont élevés à 369 \$ au premier trimestre de 2013, en hausse de 7 \$ par rapport à la période correspondante de 2012. Cette hausse s'explique par l'augmentation des coûts de financement par appareil reflétant la plus importante gamme de téléphones intelligents offerts, la hausse des frais de publicité et de promotion, ainsi que la hausse des commissions afin de prendre en charge le nombre croissant de téléphones intelligents de plus grande valeur.

Les **charges opérationnelles des services de réseau** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 1 million de dollars au premier trimestre de 2013, découlant du fait que les volumes à la hausse liés aux services d'itinérance et qu'une partie de l'augmentation des coûts opérationnels liés à l'élargissement des réseaux LTE et HSPA ont été largement neutralisés par la réduction des tarifs liés aux services d'itinérance et par la baisse des coûts liés à des revenus partagés avec des tiers et des coûts liés aux licences d'utilisation.

Les **frais de marketing** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 3 millions de dollars au premier trimestre de 2013, en raison principalement de l'augmentation des frais de publicité et de promotion liée à l'accroissement des volumes d'acquisition d'abonnés.

Le **total des frais généraux et d'administration** a augmenté d'un exercice à l'autre de 21 millions de dollars au premier trimestre de 2013, ce qui tient compte des éléments suivants :

- Une hausse de 10 millions de dollars de la charge au titre des avantages du personnel, qui découle de l'accroissement de la rémunération et des coûts liés aux programmes d'avantages du personnel, ainsi que de l'augmentation du nombre d'employés équivalents temps plein pour assurer le service à la clientèle et le soutien technique afin de prendre en charge la croissance du nombre d'abonnés et l'utilisation accrue de téléphones intelligents, facteurs neutralisés en partie par la diminution des coûts de restructuration liés à l'effectif.
- Une augmentation de 11 millions de dollars des autres frais généraux et d'administration découlant de la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre externe et de l'augmentation des frais d'administration afin de soutenir la croissance du nombre d'abonnés, ainsi que de la légère augmentation des coûts de restructuration liés au regroupement de biens immobiliers.

BAIIA – secteur des services mobiles

Premiers trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf les marges)	2013	2012	Variation
BAIIA	666	620	7,4 %
Coûts de restructuration compris dans le BAIIA	4	4	—
BAIIA par rapport aux produits tirés des services de réseau (en %)	48,6	48,1	0,5 pt
Marge du BAIIA (en %)	44,9	44,5	0,4 pt

Le BAIIA du secteur des services mobiles a augmenté de 46 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012. L'augmentation reflète la croissance des produits tirés des services de réseau et la hausse des produits tirés des services de réseau réacheminés vers le BAIIA, malgré la hausse des frais d'acquisition et de fidélisation d'abonnés et des frais d'administration.

5.5 Secteur des services filaires

Le total des produits du secteur des services filaires a augmenté de 36 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport au premier trimestre de 2012.

Produits opérationnels – secteur des services filaires

Premiers trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2013	2012	Variation
Services et équipement de transmission de données	764	700	9,1 %
Services locaux de transmission de la voix	340	359	(5,3) %
Services interurbains de transmission de la voix	101	110	(8,2) %
Autres services et équipement	66	67	(1,5) %
Produits tirés des services et de l'équipement	1 271	1 236	2,8 %
Autres produits opérationnels	13	12	8,3 %
Produits opérationnels externes	1 284	1 248	2,9 %
Produits tirés d'activités intersectorielles	41	41	— %
Total des produits opérationnels	1 325	1 289	2,8 %

Les **produits tirés des services et de l'équipement** ont augmenté de 35 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport au premier trimestre de 2012.

- Les **produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 64 millions de dollars au premier trimestre. L'augmentation est principalement attribuable i) à la croissance des produits tirés des services de télévision découlant des hausses de tarifs s'appliquant aux services de télévision de base et aux forfaits Thématiques, ainsi qu'à la croissance continue du nombre d'abonnés; ii) à l'accroissement des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés reflétant les hausses de tarifs, la croissance des services aux clients d'affaires et la croissance constante du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse; iii) à la croissance des services d'impartition des processus d'affaires fournis aux clients d'affaires. Ces augmentations ont été neutralisées en

partie par la baisse d'un exercice à l'autre des ventes d'équipement de transmission de données en raison essentiellement de la réduction des dépenses des gouvernements à la fin de l'exercice, ainsi que par la diminution des produits tirés des services de transmission de données de base.

Indicateurs opérationnels – secteur des services filaires

Aux 31 mars (en milliers)	2013	2012	Variation
Abonnés			
Internet haute vitesse	1 342	1 257	6,8 %
TELUS TV	712	553	28,8 %
Premiers trimestres clos les 31 mars (en milliers)	2013	2012	Variation
Ajouts nets d'abonnés			
Internet haute vitesse	16	16	—
TELUS TV	34	44	(22,7) %

Les ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse sont demeurés inchangés par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient au fait que les taux de désabonnement considérablement moins élevés découlant en partie de l'incidence favorable des offres de services groupés qui aident TELUS à attirer de nouveaux abonnés et à les fidéliser, ont été neutralisés par la plus faible croissance des nouveaux abonnés à Internet haute vitesse. Les ajouts nets d'abonnés aux services de télévision ont diminué d'un exercice à l'autre, en raison de la plus faible croissance du nombre de nouveaux abonnés aux services de télévision, facteur neutralisé en partie par l'importante baisse des taux de désabonnement par rapport à l'exercice précédent.

- Les **produits tirés des services locaux de transmission de la voix** ont reculé d'un exercice à l'autre de 19 millions de dollars au premier trimestre de 2013. La diminution continue des produits tirés des services d'accès de base et des fonctions d'appels évoluées découle du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et Internet, et de la concurrence à l'égard de l'obtention d'abonnés, facteurs atténués par certaines hausses de tarifs concernant les services d'accès de base et les fonctions d'appels.

Indicateurs opérationnels – secteur des services filaires

Aux 31 mars (en milliers)	2013	2012	Variation
Lignes d'accès au réseau			
Lignes résidentielles	1 733	1 868	(7,2) %
Lignes d'affaires	1 630	1 668	(2,3) %
Total	3 363	3 536	(4,9) %
Premiers trimestres clos les 31 mars (en milliers)	2013	2012	Variation
Pertes nettes de lignes d'accès au réseau			
Lignes résidentielles	(34)	(47)	27,7 %
Lignes d'affaires	(9)	(10)	10,0 %
Total	(43)	(57)	24,6 %

Les pertes nettes de lignes résidentielles d'accès au réseau ont diminué au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012, en raison principalement des importantes réductions des tarifs offertes par le câblodistributeur Shaw Communications en Colombie-Britannique et en Alberta à l'exercice précédent. Les pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau continuent de refléter le remplacement de la technologie et l'intensification de la concurrence dans le secteur des PME.

- Les **produits tirés des services interurbains de transmission de la voix** ont diminué d'un exercice à l'autre de 9 millions de dollars au premier trimestre de 2013, en raison du remplacement continu de la technologie en faveur des services mobiles et des services Internet, de la concurrence et de la diminution du nombre d'abonnés aux services locaux, facteurs neutralisés en partie par la hausse de certains tarifs à la minute au premier trimestre de 2013.
- Les **produits tirés de l'équipement et autres produits tirés des services** ont diminué d'un exercice à l'autre de 1 million de dollars au premier trimestre de 2013. L'augmentation des produits tirés de la location d'installations utilisées conjointement a été neutralisée par la baisse des ventes d'équipement de transmission de la voix.

Les **autres produits opérationnels** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 1 million de dollars au premier trimestre de 2013, en raison essentiellement des montants plus importants prélevés du compte de report lié à la réglementation sur le plafonnement des prix qui ont été comptabilisés relativement à la prestation de services Internet à large bande aux collectivités rurales et éloignées admissibles.

Les **produits tirés d'activités intersectorielles** représentent les services fournis par le secteur des services filaires au secteur des services mobiles. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services mobiles.

Charges opérationnelles – secteur des services filaires

Premiers trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2013	2012	Variation
Achat de biens et services	546	541	0,9 %
Charges au titre des avantages du personnel	411	387	6,2 %
Total des charges opérationnelles	957	928	3,1 %

Le total des charges opérationnelles du secteur des services filaires a augmenté de 29 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012.

Les **charges au titre de l'achat de biens et services** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 5 millions de dollars au premier trimestre de 2013, résultat qui s'explique essentiellement par la hausse des coûts de programmation liés aux services de télévision et par l'augmentation des frais de publicité et de promotion afin de soutenir le service Télé OPTIK, facteurs neutralisés en partie par la baisse du coût des produits vendus liée à la baisse des ventes d'équipement.

La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 24 millions de dollars au premier trimestre de 2013, résultat qui tient à l'accroissement de la rémunération et des coûts liés aux programmes d'avantages du personnel, à l'augmentation du nombre d'employés équivalents temps plein aux fins du service à la clientèle lié aux services de télévision et aux services Internet, ainsi qu'aux acquisitions effectuées au quatrième trimestre de 2012 pour accroître les services d'impartition des processus d'affaires à l'intention des clients d'affaires.

BAIIA – secteur des services filaires

Premiers trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf les marges)	2013	2012	Variation
BAIIA	368	361	1,9 %
Coûts de restructuration compris dans le BAIIA	7	9	(22,2) %
Marge du BAIIA (en %)	27,8	28,0	(0,2) pt

Le BAIIA du secteur des services filaires a augmenté de 7 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012. Ce résultat s'explique par l'amélioration des marges liées au service Internet haute vitesse et au service Télé OPTIK, laquelle découle de la hausse de tarifs et de la croissance du nombre d'abonnés. La marge du BAIIA a diminué légèrement d'un exercice à l'autre, résultat qui tient au fait que la diminution des services de transmission de la voix existants générant des marges plus élevées a neutralisé la croissance des services de transmission de données générant des marges plus faibles tels que le service Internet haute vitesse et le service Télé OPTIK.

6. Évolution de la situation financière

Situation financière : (en millions de dollars)	Au 31 mars 2013	Au 31 déc. 2012	Variation	Explication concernant les variations
Actifs courants				
Trésorerie et placements temporaires, montant net	22	107	(85)	(79) % Se reporter à la rubrique 7, « Situation de trésorerie et sources de financement ».
Débiteurs	1 510	1 541	(31)	(2) % Reflète une diminution des débiteurs du secteur des services mobiles, qui tient principalement à la baisse saisonnière des PMAA, déduction faite de l'augmentation du délai moyen de recouvrement des débiteurs du secteur des services filaires.
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	27	25	2	8 % Principalement les intérêts courus au premier trimestre.
Stocks	301	350	(49)	(14) % Principalement une diminution des appareils mobiles et des accessoires, qui s'explique par une baisse du nombre d'appareils en stock.
Charges payées d'avance	257	178	79	44 % Tient compte des paiements anticipés relatifs aux avantages du personnel prévus par la loi, aux droits de concession de licences pour les services mobiles et aux contrats d'entretien, déduction faite de l'amortissement, ainsi que d'une diminution des montants payés à l'avance relativement au centre de données Internet à Kamloops.
Actifs dérivés	15	9	6	67 % Ajustements de la juste valeur des unités d'actions restreintes et des autres couvertures opérationnelles.
Passifs courants				
Emprunts à court terme	405	402	3	1 % Les montants des deux périodes tiennent compte d'un montant de 400 millions de dollars versé à TELUS par la fiducie de titrisation sans lien de dépendance relativement aux créances clients titrisées (se reporter à la rubrique 7.6). Représente également des montants négligeables prélevés sur les facilités de crédit.
Créditeurs et charges à payer	1 423	1 511	(88)	(6) % Tient compte d'une diminution des passifs liés à la paie et à l'effectif découlant du paiement de la rémunération variable pour 2012, déduction faite des charges à payer au titre de la paie, ainsi que d'une diminution des créditeurs liés au stock d'appareils mobiles, déduction faite d'une hausse des intérêts à payer.
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	386	102	284	n.s. Excédent de la charge d'impôt sur le résultat sur les acomptes provisionnels versés pour le premier trimestre.
Dividendes à payer	209	208	1	— % Reflète une légère augmentation du nombre d'actions en circulation.
Facturation par anticipation et dépôts de clients	720	703	17	2 % Tient compte d'une augmentation de la facturation par anticipation liée aux clients d'affaires des services filaires.
Provisions	45	49	(4)	(8) % Les paiements au titre de la restructuration ont excédé les coûts de restructuration au cours de la période.
Tranche à court terme de la dette à long terme	474	545	(71)	(13) % Reflète une diminution de 71 millions de dollars du papier commercial.
Fonds de roulement¹	(1 530)	(1 310)	(220)	(17) % Tient compte d'une augmentation de l'impôt sur le résultat et des autres impôts à payer, déduction faite de la diminution du papier commercial.

1. Actifs courants moins les passifs courants.

Situation financière : (en millions de dollars)	Au 31 mars 2013	Au 31 déc. 2012	Variation	Explication concernant les variations
Actifs non courants				
Immobilisations corporelles, montant net	8 199	8 165	34	— % Se reporter à <i>Dépenses d'investissement</i> à la rubrique 7.2, « <i>Sorties liées aux activités d'investissement</i> » ainsi qu'à <i>Amortissement des immobilisations corporelles</i> à la rubrique 5.3.
Immobilisations incorporelles, montant net	6 178	6 181	(3)	— % Se reporter à <i>Dépenses d'investissement</i> à la rubrique 7.2, « <i>Sorties liées aux activités d'investissement</i> » ainsi qu'à <i>Amortissement des immobilisations incorporelles</i> à la rubrique 5.3. Les soldes des deux périodes tiennent compte d'un montant de 4 876 millions de dollars versé au titre des licences de spectre.
Goodwill, montant net	3 723	3 702	21	1 % Augmentation découlant de trois acquisitions de petite envergure.
Coentreprise immobilière	11	11	—	— % Jardin TELUS. Se reporter à la rubrique 7.10, « <i>Transactions entre parties liées</i> ».
Autres actifs non courants	133	118	15	13 % Tient compte d'un débiteur lié à la coentreprise immobilière Jardin TELUS.
Placements	57	58	(1)	(2) % Ajustements de la juste valeur d'actifs financiers disponibles à la vente, déduction faite d'une augmentation liée à un nouveau placement.
Passifs non courants				
Provisions	225	222	3	1 % Principalement l'effet de la désactualisation d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.
Dette à long terme	5 713	5 711	2	— % —
Autres passifs non courants	1 472	1 682	(210)	(12) % Principalement une diminution du passif au titre des prestations de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi, qui découle du rendement des actifs des régimes et de la capitalisation des régimes de retraite.
Impôt sur le résultat différé	1 366	1 624	(258)	(16) % Tient compte d'une économie d'impôt différé pour la période considérée, qui découle du renversement des différences temporaires, facteur neutralisé en partie par l'impôt différé lié aux profits et pertes latents sur les dérivés et par le rendement des actifs des régimes de retraite.
Capitaux propres				
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires	7 995	7 686	309	4 % Principalement un bénéfice net de 362 millions de dollars et un montant de 171 millions de dollars inscrit dans les autres éléments du résultat global, déduction faite des dividendes de 209 millions de dollars déclarés.

7. Situation de trésorerie et sources de financement

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

Flux de trésorerie

Premiers trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2013	2012	Variation
Entrées liées aux activités opérationnelles	729	763	(4,5) %
Déduire :			
Sorties liées aux activités d'investissement	536	514	4,3 %
Sorties liées aux activités de financement	278	227	22,5 %
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	(85)	22	—
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	107	46	—
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	22	68	(67,6) %

7.1 Entrées liées aux activités opérationnelles

Les entrées liées aux activités opérationnelles ont diminué de 34 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012.

Analyse des variations des entrées liées aux activités opérationnelles

(en millions de dollars)	
Entrées liées aux activités opérationnelles, trimestre clos le 31 mars 2012	763
Variations d'un exercice à l'autre :	
Augmentation du BAIIA (se reporter à la rubrique 5.4, « Secteur des services mobiles », et à la rubrique 5.5, « Secteur des services filaires »)	53
Diminution des cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies, déduction faite de la charge au titre des régimes à prestations définies du personnel	79
Augmentation des décaissements au titre de la restructuration, déduction faite des coûts de restructuration	(8)
Diminution des intérêts payés	4
Diminution des intérêts reçus relativement au règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs	(6)
(Augmentation) des paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite des économies reçues	(100)
Autres variations du fonds de roulement	(56)
Entrées liées aux activités opérationnelles, trimestre clos le 31 mars 2013	729

- Les cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies, déduction faite de la charge au titre des régimes à prestations définies du personnel, ont diminué d'un exercice à l'autre, résultat qui tient essentiellement à la cotisation discrétionnaire de 100 millions de dollars que nous avons versée en janvier 2012.
- Les paiements d'impôt, déduction faite des économies reçues, ont augmenté d'un exercice à l'autre au premier trimestre de 2013, en raison principalement d'un paiement final plus élevé exigible relativement à l'impôt sur le résultat de l'exercice précédent, de l'augmentation des acomptes provisionnels découlant de la hausse du bénéfice avant impôt, et de l'économie comptabilisée au cours de la période comparative.
- Les autres variations du fonds de roulement tiennent compte d'une diminution de 34 millions de dollars découlant de la plus faible baisse des stocks au premier trimestre de 2013, par rapport au premier trimestre de 2012.

7.2 Sorties liées aux activités d'investissement

Les sorties liées aux activités d'investissement ont augmenté de 22 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012.

- Au premier trimestre de 2013, nous avons acquis trois entreprises et effectué des investissements connexes totalisant 26 millions de dollars, qui complètent nos secteurs d'activité existants (30 millions de dollars au premier trimestre de 2012).
- Au premier trimestre de 2013, les avances et les apports relatifs à la coentreprise immobilière Jardin TELUS se sont élevés à 4 millions de dollars (15 millions de dollars au premier trimestre de 2012).
- Le moment auquel les paiements ont été effectués relativement aux immobilisations a donné lieu à une augmentation des sorties de trésorerie de 24 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012.
- Le total des dépenses d'investissement a augmenté de 26 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport au premier trimestre de 2012, et le ratio d'intensité du capital a représenté 17 % des produits pour les deux périodes.

Dépenses d'investissement

Premiers trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf le ratio d'intensité du capital)	2013	2012	Variation
Dépenses d'investissement ¹			
Secteur des services mobiles	134	151	(11,3) %
Secteur des services filaires	333	290	14,8 %
	467	441	5,9 %
BAlIA, déduction faite des dépenses d'investissement ²	567	540	5,0 %
Intensité du capital (en %) ³	17	17	—

1. Les dépenses d'investissement excluent les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'investissement; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations présentés dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie. Se reporter à la note 24 b) des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

2. Se reporter à la rubrique 11.1, « BAlIA », pour le calcul et la description.

3. L'intensité du capital est calculée comme les dépenses d'investissement divisées par les produits opérationnels. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses d'investissement avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.

- Les **dépenses d'investissement du secteur des services mobiles** ont diminué d'un exercice à l'autre de 17 millions de dollars au premier trimestre de 2013, en raison essentiellement du rythme accéléré auquel les dépenses ont été engagées à l'exercice précédent relativement à la mise en place et à l'élargissement de notre réseau 4G LTE, dont les services ont été lancés dans 14 régions métropolitaines en février 2012. Ce facteur a été neutralisé en partie par la hausse des dépenses visant à accroître la couverture, la capacité et les éléments de réseau commun de nos réseaux LTE et HSPA+, ainsi que par les investissements plus élevés dans nos centres de données Internet. En conséquence, le ratio d'intensité du capital du secteur des services mobiles s'est établi à 9 % au premier trimestre de 2013, en baisse par rapport à 11 % à la période correspondante de 2012.

Les flux de trésorerie (BAlIA, déduction faite des dépenses d'investissement) du secteur des services mobiles se sont élevés à 532 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à 469 millions de dollars au premier trimestre de 2012, ce qui représente une hausse de 63 millions de dollars, ou 13 %.

- Les **dépenses d'investissement du secteur des services filaires** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 43 millions de dollars au premier trimestre de 2013, en raison principalement de la hausse des dépenses afin de soutenir la croissance des activités et la construction de notre centre de données Internet à Kamloops. Nous prévoyons ouvrir ce centre au cours de l'été 2013. De plus, nous continuons d'investir dans notre infrastructure à large bande aux fins de la croissance du nombre d'abonnés au service de télévision et au service Internet à haute vitesse, et de l'accroissement des vitesses liées aux services Internet sur le réseau à large bande. Le ratio d'intensité du capital du secteur des services filaires s'est établi à 25 % au premier trimestre de 2013, comparativement à 22 % à la période correspondante de 2012.

Les flux de trésorerie (BAlIA, déduction faite des dépenses d'investissement) du secteur des services filaires se sont élevés à 35 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à 71 millions de dollars à la période correspondante de 2012, ce qui représente une diminution de 36 millions de dollars, ou 51 %.

7.3 Sorties liées aux activités de financement

Les sorties liées aux activités de financement ont augmenté de 51 millions de dollars au premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012. La variation s'explique par ce qui suit :

Dividendes versés aux détenteurs d'actions de participation

Les dividendes en espèces versés aux détenteurs d'actions de TELUS se sont élevés à 208 millions de dollars au premier trimestre de 2013 et à 188 millions de dollars au premier trimestre de 2012. L'augmentation de 20 millions de dollars découle de la hausse des taux de dividende, ainsi que de la légère augmentation du nombre d'actions en circulation.

Emprunts à court terme

Les emprunts à court terme comprennent principalement les sommes qui nous sont avancées par une fiducie de titrisation sans lien de dépendance relativement au transfert des opérations de titrisation de créances (se reporter à la rubrique 7.6, « Vente de créances clients »). Le produit s'est élevé à 400 millions de dollars aux premiers

trimestres de 2013 et de 2012, soit un résultat inchangé. Les variations des emprunts à court terme aux premiers trimestres de 2013 et de 2012 constituent des montants négligeables prélevés sur les facilités de crédit bancaire.

Dettes à long terme

Des remboursements nets de 71 millions de dollars aux fins de la réduction du papier commercial ont été comptabilisés au premier trimestre de 2013, portant le solde à 174 millions de dollars au 31 mars 2013. Les remboursements nets de 42 millions de dollars comptabilisés au premier trimestre de 2012 se composaient du remboursement, en mars, d'une tranche de 300 millions de dollars des billets à 4,5 % arrivés à échéance, et d'une augmentation de 258 millions de dollars du papier commercial.

Aucun montant n'a été prélevé sur notre facilité de crédit d'une durée de cinq ans aux premiers trimestres de 2013 et de 2012. Notre programme de papier commercial nous permet d'obtenir des fonds à faible coût et il est entièrement garanti par la facilité de crédit consentie d'une durée de cinq ans. (Se reporter à la *rubrique 7.5, « Facilités de crédit »*).

Après le premier trimestre clos le 31 mars 2013, soit le 1^{er} avril, nous avons émis des billets de premier rang non garantis de TELUS Corporation d'un montant de 1,7 milliard de dollars, en deux séries : des billets de série CK à 3,35 % d'un montant de 1,1 milliard de dollars échéant dans 11 ans, et des billets de série CL à 4,40 % d'un montant de 600 millions de dollars échéant dans 30 ans. Ces billets peuvent être rachetés en totalité en tout temps ou en partie de temps à autre, et prévoient certaines dispositions liées au changement de contrôle. Le produit net de ces émissions servira à financer le remboursement par anticipation d'une tranche de 700 millions de dollars des billets de série CF à 4,95 % le 15 mai 2013, soit un an avant leur échéance, et à financer la tranche de 300 millions de dollars des billets de série CB à 5,00 % arrivant à échéance en juin 2013. Nous prévoyons affecter le produit résiduel au remboursement de l'encours du papier commercial et le reste aux fins des besoins généraux en matière de fonds de roulement. La perte au remboursement anticipé des billets de série CF devrait s'élever à environ 23 millions de dollars (environ 17 millions de dollars après impôt) et sera comptabilisée dans les coûts de financement au deuxième trimestre de 2013. Ces activités de financement ont notamment réduit le risque de financement en accroissant considérablement la durée moyenne jusqu'à l'échéance de notre dette, la portant de 5,2 ans à environ 9 ans. Le taux d'intérêt moyen sur la dette à long terme de TELUS sera réduit de 0,2 % par suite du refinancement.

7.4 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

La **dette nette** au 31 mars 2013 a diminué de 303 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la réduction de 850 millions de dollars du papier commercial, facteur neutralisé en partie par l'émission, en décembre 2012, de billets d'un montant de 500 millions de dollars échéant dans dix ans, et de la diminution de la trésorerie. La **dette à taux fixe en proportion du total de la dette** s'est établie à 91 % au 31 mars 2013, soit une hausse par rapport à 80 % à l'exercice précédent, qui tient à l'utilisation réduite du papier commercial et à l'émission, en décembre 2012, de billets échéant dans dix ans.

Le **ratio de la dette nette par rapport au BAIIA (excluant les coûts de restructuration)** au 31 mars 2013 était de 1,7 fois, soit un résultat en baisse de 0,1 fois par rapport à l'exercice précédent, qui tient à la réduction de la dette nette et à l'augmentation du BAIIA (excluant les coûts de restructuration).

Le **total des capitaux investis – valeur comptable** au 31 mars 2013 a augmenté de 28 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de l'augmentation de 328 millions de dollars des bénéfices non distribués, facteur neutralisé par la réduction de la dette nette.

Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Aux 31 mars ou pour les périodes de 12 mois closes à ces dates	2013	2012	Variation
Composantes des ratios d'endettement et de couverture¹ (en millions de dollars)			
Dette nette	6 595	6 898	(303)
Total des capitaux investis – valeur comptable	14 547	14 519	28
BAIIA excluant les coûts de restructuration ²	3 958	3 733	225
Coûts financiers, montant net	340	348	(8)
Ratios d'endettement			
Dette à taux fixe en proportion du total de la dette (en %)	91	80	11 pts
Durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette (en années)	5,2	5,7	(0,5)
Dette nette/total des capitaux investis (en %) ¹	45,3	47,5	(2,2) pts
Dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration ^{1,2}	1,7	1,8	(0,1)
Ratios de couverture¹ (fois)			
Couverture par le bénéfice ²	5,8	5,1	0,7
Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration ²	11,6	10,7	0,9
Autres mesures sur 12 mois			
Flux de trésorerie disponibles ³ (en millions de dollars)	1 331	1 193	138
Ratio de distribution du bénéfice net ajusté ^{1,2} (en %)	68	68	—
Ratio de distribution ^{1,2} (en %)	67	66	1 pt

1. Se reporter à la rubrique 11.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».

2. Les chiffres pour 2012 reflètent l'application rétrospective d'IAS 19 (modifiée en 2011).

3. Se reporter à la rubrique 11.2, « Flux de trésorerie disponibles », pour la définition.

Le **ratio de couverture par le bénéfice** s'est établi à 5,8 fois pour la période de 12 mois close le 31 mars 2013, soit une hausse comparativement à 5,1 fois à l'exercice précédent. L'augmentation du bénéfice avant les coûts d'emprunt et l'impôt sur le résultat a donné lieu à une augmentation de 0,5 du ratio, et la diminution des coûts d'emprunt a donné lieu à une augmentation de 0,2 du ratio.

Le **ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration** s'est établi à 11,6 fois pour la période de 12 mois close le 31 mars 2013, soit une hausse comparativement à 10,7 fois à l'exercice précédent. L'augmentation du BAIIA excluant les coûts de restructuration a donné lieu à une hausse de 0,7 du ratio, et la baisse du montant net des charges d'intérêts a donné lieu à une augmentation de 0,2 du ratio.

Les **flux de trésorerie disponibles** pour la période de 12 mois close le 31 mars 2013 ont augmenté de 138 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à la période de 12 mois close le 31 mars 2012. L'augmentation tient principalement à la hausse du BAIIA, à la diminution des cotisations discrétionnaires aux régimes à prestations définies du personnel, ainsi qu'à la baisse des intérêts payés, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement des dépenses d'investissement et par la hausse des acomptes provisionnels (déduction faite des remboursements reçus).

Politiques et lignes directrices financières à long terme de TELUS

Notre stratégie vise à maintenir les politiques et les lignes directrices financières énoncées ci-après. Nous estimons que ces mesures ont atteint un niveau optimal et qu'elles devraient nous permettre de continuer à avoir raisonnablement accès aux marchés financiers en maintenant des notations de BBB+ à A-, ou des notations équivalentes.

- Ratio de la dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration entre 1,5 et 2,0 fois

Le ratio s'est établi à 1,7 fois au 31 mars 2013, soit une baisse comparativement à 1,8 fois à l'exercice précédent et un résultat inchangé par rapport au 31 décembre 2012.

- Ratio de distribution de 65 % à 75 % des bénéfices nets prévisibles, sur une base prospective

Le ratio de distribution est considéré comme approprié en ce qui concerne nos attentes actuelles à l'égard du résultat, des flux de trésorerie et des dépenses d'investissement.

7.5 Facilités de crédit

Nous avons conclu une facilité de crédit renouvelable de 2 milliards de dollars (ou l'équivalent en dollars américains) arrivant à échéance le 3 novembre 2016, avec un consortium se composant de 15 institutions financières. La facilité de crédit est utilisée aux fins générales de la société, notamment à titre de sûreté pour le papier commercial.

Au 31 mars 2013, nous avons des liquidités disponibles de 1,87 milliard de dollars aux termes des facilités de crédit inutilisées, et disposons d'un montant de 100 millions de dollars aux termes de notre programme de titrisation de créances clients (se reporter à la *rubrique 7.6*), ce qui est conforme à notre objectif, lequel vise à faire en sorte que les liquidités disponibles s'élèvent généralement à au moins 1 milliard de dollars.

Facilités de crédit de TELUS au 31 mars 2013

(en millions de dollars)	Échéance	Montant disponible	Montant utilisé	Lettres de crédit émises, mais non utilisées	Sûreté pour le programme de papier commercial	Liquidités disponibles
Facilité renouvelable de cinq ans ¹	3 novembre 2016	2 000	—	—	(174)	1 826
Autres facilités bancaires	—	169	(5)	(120)	—	44
Total	—	2 169	(5)	(120)	(174)	1 870

1. Dollars canadiens ou équivalent des dollars américains.

Notre facilité de crédit renouvelable comporte les clauses restrictives habituelles. Celles-ci nous interdisent notamment de laisser notre ratio de levier financier consolidé (dette sur le BAIIA sur 12 mois) dépasser 4:1 (environ 1,7:1 au 31 mars 2013) et de laisser notre ratio de couverture consolidé (BAIIA sur charges d'intérêts sur 12 mois) être inférieur à 2:1 (environ 11,6:1 au 31 mars 2013) à la fin d'un trimestre financier. Il y a certaines petites différences entre le calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture en vertu des conventions de crédit et le calcul de la dette nette sur le BAIIA excluant les coûts de restructuration et du ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration. Les calculs n'ont jamais présenté de différences importantes. La réévaluation des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et du goodwill aux fins comptables n'a pas d'incidence sur les clauses restrictives. L'accès continu à nos facilités de crédit n'est pas assujéti au maintien par TELUS d'une notation en particulier.

7.6 Vente de créances clients

TELUS Communications Inc. (« TCI »), filiale en propriété exclusive de TELUS, est partie à une convention conclue avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance liée à une grande banque canadienne de l'annexe I, aux termes de laquelle TCI est en mesure de vendre une participation dans certaines de ses créances, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 500 millions de dollars. La convention a pris effet jusqu'au 1^{er} août 2014, et les liquidités disponibles en vertu de cette convention s'élevaient à 100 millions de dollars au 31 mars 2013.

TCI doit maintenir une notation de DBRS Ltd. d'au moins BBB (faible), sinon la fiducie de titrisation pourrait exiger la dissolution du programme de vente. Au 9 mai 2013, la notation était plus élevée que la notation devant être maintenue.

7.7 Notations

Il n'y a eu aucun changement à nos notations du crédit de première qualité au 9 mai 2013.

7.8 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels

Instruments financiers

Nos instruments financiers ainsi que la nature des risques auxquels ils pourraient être assujéti sont décrits à la *rubrique 7.8* de notre rapport de gestion annuel 2012.

Risque de liquidité

Nous pouvons, après la prise en compte de l'émission de billets de série CK et de billets de série CL en avril 2013, émettre un montant de 300 millions de dollars de titres de créance ou de participation en vertu d'un prospectus préalable de base en vigueur jusqu'en novembre 2013. Nous prévoyons renouveler ce prospectus dans un avenir prévisible.

Engagements et passifs éventuels

Obligations contractuelles

Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2013, nous prévoyons accroître de façon considérable la durée moyenne jusqu'à l'échéance de notre dette à long terme en procédant à une série de transactions au titre de la dette, y compris les émissions de billets échéant dans 11 ans et de billets échéant dans 30 ans effectuées en avril, le remboursement par anticipation, en mai, des billets qui seraient arrivés à échéance en mai 2014, et le remboursement des billets arrivant à échéance en juin 2013 (se reporter à la *rubrique 7.3*).

Réclamations et poursuites

TELUS fait l'objet de diverses réclamations et poursuites (incluant des recours collectifs) visant des dommages-intérêts et d'autres compensations. Aussi, nous avons reçu ou sommes au courant de certaines réclamations possibles (incluant des réclamations en matière de propriété intellectuelle) à notre égard et, dans certains cas, à l'égard de nombreuses autres entreprises de services mobiles et des fournisseurs de services de télécommunications.

La direction est d'avis, en vertu de l'évaluation juridique et selon l'information dont elle dispose actuellement, qu'il est improbable qu'un passif non couvert par les assurances ou autrement ait une incidence importante sur notre situation financière et nos résultats opérationnels, à l'exception des éléments décrits à la *rubrique 10.9, « Litiges et questions d'ordre juridique »* de notre rapport de gestion annuel 2012, et à la note 22 des états financiers consolidés intermédiaires résumés datés du 31 mars 2013.

7.9 Information sur les actions en circulation

Le nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 mars 2013, qui est illustré dans le tableau ci-dessous, reflète le fractionnement d'actions à raison de deux pour une effectué le 16 avril 2013.

Actions ordinaires en circulation

<i>(en millions)</i>	
Actions en circulation au 31 mars 2013	327
Incidence du fractionnement d'actions	327
Actions en circulation au 31 mars 2013, compte tenu du fractionnement d'actions	654 ¹
Options en cours au 31 mars 2013 ²	10,5
1. Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action, le nombre d'actions s'établissait à 656 millions au premier trimestre de 2013.	
2. Un nombre d'environ 5,4 millions d'options pouvaient être exercées.	

Les modifications suivantes à l'avis des statuts et aux statuts de la société auront prise d'effet à la réception de l'approbation des actionnaires, à l'assemblée annuelle et extraordinaire qui se tiendra le 9 mai 2013.

- Nos actions sans droit de vote sont éliminées de la structure du capital social autorisé de la société, et le nombre maximal d'actions ordinaires que nous sommes autorisés à émettre a été majoré de un milliard d'actions à deux milliards d'actions;
- Nos statuts sont modifiés de manière à éliminer les actions sans droit de vote. Les autres modifications actualisent les statuts, reflètent les modifications apportées aux lois et règlements depuis la dernière modification des statuts effectuée en 2005, et reflètent les meilleures pratiques.

7.10 Transactions entre parties liées

Placements dans des entités contrôlées importantes

Au 31 mars 2013, TELUS Corporation contrôlait finalement 100 % des participations dans TELUS Communications Inc., laquelle contrôlait finalement pour sa part 100 % des participations dans Société TELUS Communications et dans SOCIÉTÉ TÉLÉ-MOBILE, soit un pourcentage inchangé par rapport au 31 décembre 2012.

Transactions avec les principaux dirigeants

Nos principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité liées à la surveillance, à la planification, à la direction et au contrôle de nos activités, et ils comprennent les membres de notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction. Le total de la rémunération versée aux principaux dirigeants s'établit à 10 millions de dollars et à 8 millions de dollars, respectivement, aux premiers trimestres de 2013 et de 2012. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 23 b) des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Transactions avec la coentreprise immobilière (Jardin TELUS)

Au premier trimestre de 2013, nous avons conclu des transactions avec la coentreprise immobilière, qui est une partie liée, comme il est décrit à la note 17 des états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les engagements et les passifs éventuels liés à la coentreprise immobilière comprennent des engagements contractuels jusqu'en 2015 au titre des travaux de construction (environ 145 millions de dollars au 31 mars 2013), un engagement découlant d'un contrat de location simple d'une durée de 20 ans ayant pris effet en 2015, et des facilités de crédit aux fins des travaux de construction (financement de 413 millions de dollars conclu avec deux institutions financières canadiennes en leur qualité de coprêteur à 50 % et avec TELUS en sa qualité de coprêteur à 50 %).

8. Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les méthodes comptables

8.1 Estimations comptables critiques

Les estimations comptables critiques sont décrites à la *rubrique 8.1* de notre rapport de gestion annuel 2012. La préparation d'états financiers conformément aux IFRS de l'IASB exige que la direction ait recours à des estimations, des hypothèses et des jugements qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges au cours de la période considérée. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

8.2. Faits nouveaux concernant les méthodes comptables

Produits tirés de contrats avec des clients : Un exposé-sondage modifié a été publié en novembre 2011. Nous évaluons actuellement l'incidence des propositions énoncées dans cet exposé-sondage modifié; advenant le cas où la norme définitive concernant les produits refléterait dans une large mesure ces propositions, nous nous attendons à l'heure actuelle à ce que l'application de la norme ait une incidence significative pour la société.

IAS 19, Avantages du personnel (modifiée en 2011) : Nous avons adopté la norme modifiée avec prise d'effet à l'exercice 2013 et l'avons appliquée, comme il est exigé, de manière rétrospective aux périodes antérieures, de la façon illustrée dans le tableau qui suit. L'incidence de cette norme sur le bénéfice net a été entièrement compensée dans les autres éléments du résultat global (réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies du personnel), et aucune variation du bénéfice global n'a été comptabilisée. Se reporter à la note 2 a) des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Autres normes publiées : Les autres normes publiées qui s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 n'ont eu aucune incidence sur notre rendement financier.

Incidence de l'application rétrospective d'IAS 19 (modifiée en 2011)

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T4 2012	T3 2012	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011
Charge au titre des avantages du personnel (chiffres présentés antérieurement)	574	534	515	506	500	476	470	447
Incidence de l'application d'IAS 19 (modifiée)	29	28	28	28	28	28	28	29
Charge au titre des avantages du personnel (chiffres présentés)	603	562	543	534	528	504	498	476
Bénéfice opérationnel (chiffres présentés antérieurement)	469	557	542	539	393	525	508	542
Incidence de l'application d'IAS 19 (modifiée)	(29)	(28)	(28)	(28)	(28)	(28)	(28)	(29)
Bénéfice opérationnel (chiffres présentés)	440	529	514	511	365	497	480	513
Coûts de financement (chiffres présentés antérieurement)	86	86	85	75	87	92	94	104
Incidence de l'application d'IAS 19 (modifiée)	10	10	11	11	2	1	1	2
Coûts de financement (chiffres présentés)	96	96	96	86	89	93	95	106
Impôt sur le résultat (chiffres présentés antérieurement)	92	120	129	116	69	107	90	110
Incidence de l'application d'IAS 19 (modifiée)	(11)	(10)	(10)	(10)	(8)	(7)	(8)	(7)
Impôt sur le résultat (chiffres présentés)	81	110	119	106	61	100	82	103
Bénéfice net (chiffres présentés antérieurement)	291	351	328	348	237	326	324	328
Incidence de l'application d'IAS 19 (modifiée)	(28)	(28)	(29)	(29)	(22)	(22)	(21)	(24)
Bénéfice net (chiffres présentés)	263	323	299	319	215	304	303	304
Bénéfice net attribuable aux actions de participation								
– Chiffres présentés antérieurement	291	351	328	348	246	325	321	327
– Incidence de l'application d'IAS 19 (modifiée)	(28)	(28)	(29)	(29)	(22)	(22)	(21)	(24)
– Chiffres présentés	263	323	299	319	224	303	300	303
Bénéfice net par action de participation ¹ (chiffres présentés antérieurement)								
– De base	0,45	0,54	0,50	0,54	0,38	0,50	0,49	0,50
– Diluée	0,44	0,54	0,50	0,53	0,38	0,50	0,49	0,50
Incidence de l'application d'IAS 19 (modifiée), par action								
– De base	(0,05)	(0,05)	(0,04)	(0,05)	(0,04)	(0,03)	(0,03)	(0,03)
– Dilué	(0,04)	(0,05)	(0,04)	(0,04)	(0,04)	(0,03)	(0,03)	(0,04)
Bénéfice net par action de participation (chiffres présentés)								
– De base	0,40	0,49	0,46	0,49	0,34	0,47	0,46	0,47
– Dilué	0,40	0,49	0,46	0,49	0,34	0,47	0,46	0,46
BAlIA ² (chiffres présentés antérieurement)	947	1 018	998	1,009	874	968	950	986
Incidence de l'application d'IAS 19 (modifiée)	(29)	(28)	(28)	(28)	(28)	(28)	(28)	(29)
BAlIA (chiffres présentés)	918	990	970	981	846	940	922	957
BAlIA du secteur des services mobiles (chiffres présentés antérieurement)	569	640	636	622	500	570	565	551
Incidence de l'application d'IAS 19 (modifiée)	(3)	(2)	(2)	(2)	(2)	(2)	(2)	(3)
BAlIA du secteur des services mobiles (chiffres présentés)	566	638	634	620	498	568	563	548
BAlIA du secteur des services filaires (chiffres présentés antérieurement)	378	378	362	387	374	398	385	435
Incidence de l'application d'IAS 19 (modifiée)	(26)	(26)	(26)	(26)	(26)	(26)	(26)	(26)
BAlIA du secteur des services filaires (chiffres présentés)	352	352	336	361	348	372	359	409

1. Ajusté pour tenir compte du fractionnement d'actions à raison de deux pour une effectué le 16 avril 2013.

2. Mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.1, « BAlIA ».

9. Indications pour l'exercice 2013

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

Nous avons confirmé nos objectifs pour l'exercice complet 2013, qui ont été annoncés le 15 février 2013 dans le communiqué portant sur nos résultats du quatrième trimestre de 2012 et lors de la téléconférence et de la webémission connexes, et qui sont présentés à la *rubrique 1.5* du rapport de gestion annuel 2012, avec nos principales hypothèses. Notre objectif concernant le bénéfice par action de base a été ajusté pour tenir compte du fractionnement d'actions à raison de deux pour une, la fourchette étant maintenant de 1,90 \$ à 2,10 \$ (fourchette de 3,80 \$ à 4,20 \$ avant l'ajustement). Par ailleurs, nos objectifs, nos politiques et nos lignes directrices sur le plan financier prévoient de façon générale le maintien de liquidités inutilisées d'au moins 1 milliard de dollars, un ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration de 1,5 à 2,0 fois, et une ligne directrice concernant le ratio de distribution qui est de 65 % à 75 % des bénéfices prévisibles, sur une base prospective.

10. Risques et gestion des risques

Nos risques principaux et nos incertitudes susceptibles d'influer sur nos résultats à l'avenir, ainsi que nos activités connexes visant à atténuer les risques, sont décrits dans notre rapport de gestion annuel 2012.

11. Définitions et rapprochements

11.1 BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements)

Le BAIIA est une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Le BAIIA ne doit pas être substitué au bénéfice net comme mesure du rendement de TELUS ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie. Nous présentons le BAIIA et fournissons des indications à ce sujet parce qu'il constitue une mesure clé utilisée pour évaluer la performance consolidée ainsi que la performance de nos deux secteurs opérationnels. Le BAIIA excluant les coûts de restructuration est aussi utilisé pour déterminer si nous respectons les clauses restrictives de nos conventions d'emprunt (se reporter à la description fournie à la *rubrique 11.4*). Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs et les établissements de crédit recourent largement en tant qu'indicateur du rendement opérationnel d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation.

Nous pourrions également calculer un BAIIA ajusté qui exclura les éléments de nature inhabituelle qui ne reflètent pas nos activités habituelles ou continues; ce BAIIA ne devrait pas être considéré comme une mesure d'évaluation et ne devrait pas être pris en compte aux fins d'une évaluation de notre capacité à assurer le service de la dette ou à contracter des dettes.

En octobre 2008, le Conseil canadien de l'information sur la performance de l'ICCA a défini le BAIIA normalisé de manière à favoriser la comparabilité des mesures utilisées par diverses entités. Le BAIIA normalisé donne une indication de la capacité de l'entité de continuer de générer des produits opérationnels avant la prise en compte de l'incidence des décisions de financement de la direction et des coûts liés à l'utilisation des immobilisations corporelles et incorporelles, qui varient en fonction de leur âge, de leur actualité technologique et de l'estimation de leur durée d'utilité par la direction. Le BAIIA normalisé correspond donc aux produits moins les coûts opérationnels, avant les charges d'intérêts, l'amortissement et les charges au titre de la dépréciation des immobilisations corporelles, et l'impôt sur le résultat.

Rapprochement du BAIIA

Premiers trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2013	2012
Bénéfice net	362	319
Coûts de financement	96	86
Impôt sur le résultat	125	106
Amortissement des immobilisations corporelles	347	343
Amortissement des immobilisations incorporelles	104	127
Pertes de valeur (reprise de pertes de valeur) au titre des immobilisations corporelles	—	—
BAIIA (BAIIA normalisé selon les lignes directrices de l'ICCA)	1 034	981

La direction calcule également le BAIIA déduction faite des dépenses d'investissement comme une simple approximation des flux de trésorerie consolidés et des flux de trésorerie de nos deux secteurs opérationnels. Le BAIIA déduction faite des dépenses d'investissement peut être utilisé à des fins de comparaison avec les résultats présentés par les autres sociétés de télécommunications avec le temps, et il est assujéti aux questions possibles de comparabilité du BAIIA décrites ci-dessus.

Calcul du BAIIA déduction faite des dépenses d'investissement

(en millions de dollars)	2013	2012
BAIIA	1 034	981
Dépenses d'investissement	(467)	(441)
BAIIA déduction faite des dépenses d'investissement	567	540

11.2 Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et ne doivent pas être substitués aux mesures présentées dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Nous présentons les flux de trésorerie disponibles parce qu'ils constituent une mesure clé à laquelle nous avons recours pour évaluer la performance. Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations du fonds de roulement ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Il convient de rappeler aux investisseurs que les flux de trésorerie disponibles que nous présentons risquent de ne pas concorder avec les flux de trésorerie disponibles présentés par d'autres sociétés, et qu'ils diffèrent des flux de trésorerie disponibles normalisés tels qu'ils sont définis par le Conseil canadien de l'information sur la performance de l'ICCA. Notre définition des flux de trésorerie disponibles fournit une estimation des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles qui sont disponibles après les dépenses d'investissement, mais avant les dividendes, l'acquisition de licences de spectre, les acquisitions, le produit tiré des actifs cédés et les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients et les dettes fournisseurs).

Calcul des flux de trésorerie disponibles

Premiers trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2013	2012
BAIIA (se reporter à la rubrique 11.1)	1 034	981
Ajouter : pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS	—	1
Déduire : produits d'intérêts inscrits dans les autres produits opérationnels (Décaissements) au titre de la restructuration, déduction faite des coûts de restructuration	(6)	2
Éléments des tableaux consolidés des flux de trésorerie		
Rémunération fondée sur des actions	12	7
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	26	27
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(36)	(116)
Intérêts versés	(58)	(62)
Intérêts reçus	1	7
Dépenses d'investissement	(467)	(441)
Flux de trésorerie disponibles avant impôt	506	406
Impôt sur le résultat remboursé (payé), montant net	(148)	(48)
Flux de trésorerie disponibles	358	358

En octobre 2008, le Conseil canadien de l'information sur la performance a défini les flux de trésorerie disponibles normalisés de manière à favoriser la comparabilité des mesures utilisées par diverses entités. Les flux de trésorerie disponibles normalisés constituent une indication de la capacité d'une entité de continuer à générer des flux de trésorerie discrétionnaires grâce aux activités opérationnelles, et comprennent les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles après déduction des dépenses d'investissement nettes et des dividendes qui s'apparentent davantage à des charges d'intérêts. Cette mesure ne correspond pas nécessairement aux flux de trésorerie disponibles au cours de la période pour utilisation au gré de la direction, qui peuvent être affectés par d'autres sources de trésorerie et d'autres utilisations non discrétionnaires. Le tableau suivant illustre le rapprochement des flux de trésorerie disponibles, tels qu'ils sont définis par nous, avec les flux de trésorerie disponibles normalisés et les entrées liées aux activités opérationnelles.

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

Premiers trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2013	2012
Entrées liées aux activités opérationnelles	729	763
Déduire : dividendes stipulés	s.o.	s.o.
Déduire : dépenses d'investissement	(467)	(441)
Produit de la cession d'immobilisations	—	4
Flux de trésorerie disponibles normalisés (selon les lignes directrices de l'ICCA)	262	326
Déduire : produit de la cession d'immobilisations	—	(4)
Ajustements aux fins du rapprochement avec les entrées liées aux activités opérationnelles	96	36
Flux de trésorerie disponibles	358	358

11.3 Définition des indicateurs opérationnels clés – services mobiles

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une entité de télécommunications sans fil.

Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels Nombre, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période. Les PMAA tirés des services de transmission de données sont une composante des PMAA calculée sur la même base que celle des produits tirés de services tels que les services de messagerie textuelle, l'informatique mobile, les assistants numériques, les navigateurs Internet et les téléchargements à la carte.

Taux de désabonnement, par mois Nombre d'appareils d'abonnés désactivés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. L'appareil d'un abonné des services prépayés est désactivé lorsque ce dernier n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration des crédits prépayés.

Frais d'acquisition Montant total au titre du financement des appareils, des commissions ainsi que des frais de publicité et de promotion qu'il faut déboursier pour l'acquisition initiale des abonnés au cours d'une période donnée. Tels qu'ils sont définis, les frais d'acquisition excluent les frais engagés pour conserver les abonnés existants (frais de fidélisation).

Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné Frais d'acquisition divisés par les ajouts bruts d'abonnés au cours de la période.

Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau Coûts directs liés aux activités de marketing et aux promotions visant à fidéliser les abonnés existants, divisés par les produits tirés des services de réseau.

11.4 Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Couverture par le bénéfice Mesure définie dans le Règlement 41-101 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et dans les règlements connexes, qui est calculée sur 12 mois.

Calcul du ratio de couverture par le bénéfice

Périodes de 12 mois closes les 31 mars (en millions de dollars, sauf les ratios)	2013	2012
Bénéfice net attribuable aux actions de participation	1 247	1 146
Impôt sur le résultat	435	349
Coûts d'emprunt (intérêts sur la dette à long terme plus les intérêts sur les emprunts à court terme et les autres emprunts)	349	368
Numérateur	2 031	1 863
Dénominateur – Coûts d'emprunt	349	368
Ratio (fois)	5,8	5,1

Les mesures suivantes n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'elles soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs.

Ratio de distribution et ratio de distribution du bénéfice net ajusté Il s'agit des dividendes du trimestre déclarés par action pour le trimestre clos le plus récent, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers consolidés, multipliés par quatre et divisés par le total du bénéfice par action de base pour les quatre trimestres les plus récents en ce qui concerne les périodes intermédiaires (divisés par le bénéfice par action de base annuel des exercices). Le ratio historique fondé sur le bénéfice par action déclaré ajusté de manière à ne pas tenir compte des

ajustements liés à l'impôt, des pertes au remboursement par anticipation de titres de créance à long terme, de l'incidence de l'option de règlement en espèces net liée aux options pour les exercices 2007 à 2012, et des éléments ajustés dans le BAIIA est considéré comme davantage représentatif du calcul des bénéfices prévisibles. L'indication visée est un ratio de distribution annuel, sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, et elle est de 65 % à 75 % des bénéfices prévisibles, sur une base prospective.

Calcul des ratios de distribution

Périodes de 12 mois closes les 31 mars (en dollars)	2013	2012
Ratio de distribution		
Numérateur – Dividende annualisé du premier trimestre déclaré par action de participation ¹	1,28	1,16
Dénominateur – Bénéfice net par action de participation ¹	1,91	1,76
Ratio (en %)	67	66
Ratio de distribution du bénéfice net ajusté		
Numérateur (en millions de dollars, ci-dessus)	1,28	1,16
Bénéfice net ajusté (en millions de dollars)		
Bénéfice net attribuable aux actions de participation	1 247	1 146
Déduire : profit net après impôt (ajouter : pertes nettes liées à la participation) au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS	(7)	1
Déduire : ajustements favorables nets liés à l'impôt	(7)	(31)
Option de règlement en espèces net liée aux options	(2)	(8)
	1 231	1 108
Dénominateur – Bénéfice net ajusté par action ¹	1,89	1,71
Ratio ajusté (en %)	68	68

1. Représente le fractionnement d'actions à raison de deux pour une effectué le 16 avril 2003.

BAIIA excluant les coûts de restructuration Mesure définie comme le BAIIA (décrit à la rubrique 11.1) plus les coûts de restructuration de 46 millions de dollars et de 44 millions de dollars, respectivement, pour les périodes de 12 mois closes les 31 mars 2013 et 2012. Cette mesure sert à calculer le **ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration** et la **couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration**, conformément au calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture prévus par les clauses restrictives des facilités de crédit.

Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration Mesure définie comme le BAIIA excluant les coûts de restructuration divisé par le montant net des charges d'intérêts, calculé sur 12 mois. Cette mesure est essentiellement identique au ratio de couverture prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS.

Dette nette La mesure définie par les IFRS qui se rapproche le plus de la dette nette est la somme de la dette à long terme, y compris la tranche à court terme de la dette à long terme. Le tableau qui suit présente le rapprochement de ces deux mesures. La dette nette est un élément d'un ratio servant à déterminer la conformité aux clauses restrictives s'appliquant à la dette (se reporter au **Ratio de la dette nette sur le BAIIA excluant les coûts de restructuration**). Nous estimons que la dette nette est une mesure utile, parce qu'elle représente le montant des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couvertes par la trésorerie et les placements temporaires disponibles et, le cas échéant, en ce qui a trait aux exercices précédents, car elle tient compte de l'incidence du taux de change sur les swaps de devises conclus qui fixent la valeur de la dette libellée en dollars américains.

Calcul de la dette nette

Aux 31 mars (en millions de dollars)	2013	2012
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	6 187	6 533
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	25	26
Trésorerie et placements temporaires	(22)	(68)
Emprunts à court terme	405	407
Dette nette	6 595	6 898

Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration Dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration sur 12 mois. Notre indication à long terme pour ce ratio se situe dans une fourchette de 1,5 à 2,0 fois. Cette mesure est essentiellement identique au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives de nos facilités de crédit.

Ratio dette nette/total des capitaux investis Mesure de la proportion de la dette utilisée dans la structure du capital de TELUS.

Montant net des charges d'intérêts Coûts de financement, excluant les intérêts nets des régimes à prestations définies du personnel et les profits liés au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette, calculés sur 12 mois. Aucun profit lié au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette n'a été comptabilisé au cours des périodes respectives. Toutes pertes comptabilisées relativement au remboursement par anticipation de titres de créance sont prises en compte dans le montant net des charges d'intérêts

Total des capitaux investis – valeur comptable Cette mesure est définie et calculée comme suit :

Calcul du total des capitaux investis

Aux 31 mars (en millions de dollars)	2013	2012
Dette nette	6 595	6 898
Capitaux propres	7 995	7 629
Déduire : cumul des autres éléments du résultat global	(43)	(8)
Total des capitaux investis – Valeur comptable	14 547	14 519

Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat et de résultat global

(non audité)

Périodes closes les 31 mars (en millions, sauf les montants par action)	Trimestres	
	2013	2012 <i>(Données ajustées)</i>
PRODUITS OPÉRATIONNELS		
Services	2 582 \$	2 443 \$
Équipement	161	176
	2 743	2 619
Autres produits opérationnels	13	12
	2 756	2 631
CHARGES OPÉRATIONNELLES		
Achat de biens et services	1 154	1 116
Charge au titre des avantages du personnel	568	534
Amortissement des immobilisations corporelles	347	343
Amortissement des immobilisations incorporelles	104	127
	2 173	2 120
BÉNÉFICE OPÉRATIONNEL	583	511
Coûts de financement	96	86
BÉNÉFICE AVANT IMPÔT	487	425
Impôt sur le résultat	125	106
BÉNÉFICE NET	362	319
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		
Éléments qui peuvent être ultérieurement reclassés en résultat		
Variation de la juste valeur latente des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	2	(1)
Écart de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	2	(2)
Variation de la juste valeur latente des actifs financiers disponibles à la vente	(1)	—
	3	(3)
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat		
Réévaluations des régimes à prestations définies du personnel	168	185
	171	182
RÉSULTAT GLOBAL	533 \$	501 \$
BÉNÉFICE NET PAR ACTION DE PARTICIPATION*		
De base	0,56 \$	0,49 \$
Dilué	0,55 \$	0,49 \$
DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION DE PARTICIPATION*	0,32 \$	0,595 \$
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D' ACTIONS DE PARTICIPATION EN CIRCULATION*		
De base	653	650
Dilué	656	654

*Les montants tiennent compte de l'application rétrospective du fractionnement d'actions du 16 avril 2013.

États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière

(non audité)

(en millions)	Au 31 mars 2013	Au 31 décembre 2012
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et placements temporaires, montant net	22 \$	107 \$
Débiteurs	1 510	1 541
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	27	25
Stocks	301	350
Charges payées d'avance	257	178
Actifs dérivés	15	9
	2 132	2 210
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles, montant net	8 199	8 165
Immobilisations incorporelles, montant net	6 178	6 181
Goodwill, montant net	3 723	3 702
Coentreprise immobilière	11	11
Autres actifs non courants	133	118
Placements	57	58
	18 301	18 235
	20 433 \$	20 445 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passifs courants		
Emprunts à court terme	405 \$	402 \$
Créditeurs et charges à payer	1 423	1 511
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	386	102
Dividendes à payer	209	208
Facturation par anticipation et dépôts de clients	720	703
Provisions	45	49
Tranche à court terme de la dette à long terme	474	545
	3 662	3 520
Passifs non courants		
Provisions	225	222
Dette à long terme	5 713	5 711
Autres passifs non courants	1 472	1 682
Impôt sur le résultat différé	1 366	1 624
	8 776	9 239
Passif	12 438	12 759
Capitaux propres		
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires	7 995	7 686
	20 433 \$	20 445 \$

Engagements et passifs éventuels

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

(non audité)

Périodes closes les 31 mars (en millions)	Trimestres	
	2013	2012 <i>(Données ajustées)</i>
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Bénéfice net	362 \$	319 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des entrées liées aux activités opérationnelles :		
Amortissement des immobilisations corporelles et amortissement des immobilisations incorporelles	451	470
Impôt sur le résultat différé	(312)	(312)
Rémunération fondée sur des actions	12	7
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	26	27
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(36)	(116)
Autres	(4)	10
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités opérationnelles	230	358
Entrées liées aux activités opérationnelles	729	763
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Paiements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre	(502)	(452)
Paiements en trésorerie au titre des acquisitions et placements connexes	(26)	(30)
Avances et apports à la coentreprise immobilière	(4)	(15)
Produit des cessions	—	4
Autres	(4)	(21)
Sorties liées aux activités d'investissement	(536)	(514)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés aux détenteurs d'actions de participation	(208)	(188)
Émission et remboursement d'emprunts à court terme	3	3
Émission de titres de créance à long terme	580	1 350
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(651)	(1 392)
Autres	(2)	—
Entrées (sorties) liées aux activités de financement	(278)	(227)
SITUATION DE TRÉSORERIE		
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	(85)	22
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	107	46
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	22 \$	68 \$
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE OPÉRATIONNELS		
Intérêts versés	(58) \$	(62) \$
Intérêts reçus	1 \$	7 \$
Impôt sur le résultat payé, montant net	(148) \$	(48) \$

Trimestres clos les 31 mars (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés		
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	
		<i>(Données ajustées)</i>		<i>(Données ajustées)</i>				<i>(Données ajustées)</i>	
Produits opérationnels									
Produits externes	1 472 \$	1 383 \$	1 284 \$	1 248 \$	— \$	— \$	2 756 \$	2 631 \$	
Produits intersectoriels	12	10	41	41	(53)	(51)	—	—	
	1 484 \$	1 393 \$	1 325 \$	1 289 \$	(53) \$	(51) \$	2 756 \$	2 631 \$	
BAIIA¹	666 \$	620 \$	368 \$	361 \$	— \$	— \$	1 034 \$	981 \$	
Dépenses d'investissement ² , excluant les licences de spectre	134 \$	151 \$	333 \$	290 \$	— \$	— \$	467 \$	441 \$	
BAIIA, moins les dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre	532 \$	469 \$	35 \$	71 \$	— \$	— \$	567 \$	540 \$	
							Produits opérationnels	2 756 \$	2 631 \$
							Achat de biens et services	1 154	1 116
							Charge au titre des avantages du personnel	568	534
							BAIIA	1 034	981
							Amortissement des immobilisations corporelles	347	343
							Amortissement des immobilisations incorporelles	104	127
							Bénéfice opérationnel	583	511
							Coûts de financement	96	86
							Bénéfice avant impôt	487 \$	425 \$

1. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ») n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon notre définition, le BAIIA correspond aux produits opérationnels diminués des biens et services achetés et de la charge au titre des avantages du personnel. Nous avons publié des indications au sujet du BAIIA et l'avons inclus dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de nos activités et qu'il sert aussi à déterminer si nous respectons certaines clauses restrictives de nos conventions d'emprunt.
2. Total des dépenses d'investissement.

**TELUS Corporation
AVIS DE DIVIDENDE EN ESPÈCES**

AVIS EST PAR LA PRÉSENTE DONNÉ que le conseil d'administration a annoncé un dividende trimestriel de trente-quatre cents (0,34 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation et un dividende de trente-quatre cents (0,34 \$) canadiens par action sur les actions émises de la société, payables le 2 juillet 2013 aux porteurs inscrits à la clôture des registres le 10 juin 2013.

Par ordre du conseil

Monique Mercier
Chef des services juridiques et secrétaire générale

Vancouver, Colombie-Britannique
Le 9 mai 2013

Relations avec les investisseurs
1-800-667-4871
ir@telus.com